

Modernité, anachronisme et ambivalence des risques et catastrophes naturelles à travers l'approche géohistorique

Modernity, anachronism and ambivalence of risk and natural disasters through the geohistorical approach

Nancy Meschinet De Richemond

Volume 16, numéro 3, décembre 2016

Vulnérabilités environnementales : perspectives historiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039979ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Meschinet De Richemond, N. (2016). Modernité, anachronisme et ambivalence des risques et catastrophes naturelles à travers l'approche géohistorique. *VertigO*, 16(3).

Résumé de l'article

Les données historiques permettent de poser le problème de la prise en compte des risques naturels dans la gestion d'un territoire d'une manière originale. Le contexte culturel et historique de production des documents anciens portant sur les catastrophes naturelles demande à être interprété afin de préciser les évolutions qualitatives de ce qui ne s'appelle pas encore la *vulnérabilité*. Réduire la diversité historique des procédures d'aides aux sinistrés à une « indemnisation » peut être pédagogique, mais illustre un processus « d'épistémisation » (Chouquer, 2008) : la procédure d'aide peut facilement se réduire à sa dimension financière, aspect souvent considéré comme le plus important aujourd'hui. Mais ce n'était pas le cas au XVIII^e siècle en France. Le contexte, largement implicite, au sein duquel ces aides sont mises en place doit être précisé et interprété. L'approche géohistorique des risques est non seulement intéressante en soi pour détecter stéréotypes et anachronismes, mais permet également de réinterroger les pratiques contemporaines de gestion. Prendre en compte la diversité des faits et des représentations permet alors de s'interroger sur la dimension positive et créatrice du risque et de la catastrophe. Cette ambivalence du risque et de la crise est souvent revendiquée par les sinistrés comme créatrice de lien social à travers une gestion empirique et globale. Tout en voulant redonner sa place à une dimension positive des vulnérabilités, la notion de résilience n'empêche-t-elle pas l'intégration de cette dimension créatrice en contribuant à renforcer le cadre de pensée moderne fondé sur la coupure et l'hyperspécialisation ?

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2016



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Modernité, anachronisme et ambivalence des risques et catastrophes naturelles à travers l'approche géohistorique

Modernity, anachronism and ambivalence of risk and natural disasters through the geohistorical approach

Nancy Meschinet De Richemond

Introduction

- 1 Dire que l'émergence du risque est liée au développement de la société moderne peut apparaître comme une évidence. Nous sommes dans une « société du risque » montre Beck dans les années 1980 (Beck, 1986, titre repris par Peretti-Watel, 2001, 2004). Pour Rossiaud, « le risque est un phénomène lié à la modernité » (2005 : 38). En effet, le développement scientifique et industriel qui prend forme en Europe au XVII^e siècle et s'épanouit aux siècles suivants en débordant largement des limites du « vieux continent » génère des dangers techniques et technologiques jusque-là inconnus. Il s'accompagne de profonds changements sociaux et de transformations de plus en plus rapides au XIX^e siècle (essor démographique, révolution des transports notamment) qui sont à l'origine de risques (risques sociaux, politiques, sanitaires...) considérés comme nouveaux du fait de profondes mutations dans les composantes de la vulnérabilité.
- 2 Cette émergence de nouveaux risques, au cours des deux derniers siècles, de même que la permanence de risques anciens (tels ceux liés aux aléas naturels comme les séismes ou les éruptions volcaniques) et les croisements entre les deux (effet domino) justifient cette impression que le risque est partout, ce que traduit bien la formule de Beck (1986). Il est cependant intéressant de se demander en quoi les événements catastrophiques et les

calamités du passé ne justifient pas nécessairement de considérer comme universelle l'expression de *risques naturels*¹. « Nos interprétations peuvent [...] apparaître très historiquement et culturellement conditionnées, alors que, pourtant, la dé-segmentation favorise une lecture des risques sur le long terme historique. L'anachronisme et l'évolutionnisme constituent le premier problème de fond, dès lors que les interprétations relativisent l'événement au profit de la durée, l'exogène face à l'endogène. » (Pigeon, 2005 : 183).

- 3 Non seulement la prise en compte des risques naturels dans la gestion d'un territoire ne va pas de soi, mais elle peut être facilitée ou au contraire entravée par des héritages techniques, administratifs, organisationnels ou culturels dont les acteurs ne sont pas toujours conscients eux-mêmes (Meschinet de Richemond, 1997, 2011 ; Meschinet de Richemond et Reghezza, 2010). Contextualiser les sources anciennes disponibles sur les catastrophes naturelles (les inondations en particulier) peut aider à préciser les évolutions qui ont conduit à parler aujourd'hui de vulnérabilités ou de résilience. Dans la mesure où ces termes ne sont pas ceux employés par les contemporains de ces événements passés, il convient de porter une attention particulière au vocabulaire utilisé et à l'interprétation qui peut en être faite. Ce que nous appelons *aléa* et *vulnérabilité* sont des objets construits à partir de faits mais aussi de choix et de tris humains, et sont ensuite interprétés en fonction de représentations culturelles et sociales propres à chaque société, à chaque époque. La prévention et la protection contre les risques ne peuvent donc se comprendre non seulement sans une dimension temporelle, mais également sans une dimension culturelle et sociale, que le géographe peut étudier dans ses manifestations et processus spatiaux et territoriaux. Mieux évaluer les vulnérabilités actuelles de nos sociétés passe par la contextualisation de choix de société parfois oubliés, faits dans un contexte différent d'aujourd'hui, mais dont les héritages peuvent fortement peser (positivement ou négativement) sur la gestion contemporaine des risques.
- 4 Un écueil méthodologique majeur est alors constitué par le risque d'anachronisme et de contresens (Pigeon, 2005 ; Meschinet de Richemond, 2011). La démarche proposée par G. Chouquer (2008) nous semble alors d'un apport significatif pour renouveler l'approche des risques et catastrophes d'hier et d'aujourd'hui. Nous souhaitons ainsi « opérer un "décentrage" » d'avec les cadres d'analyse classique parce qu'ils contraignent à "détacher" le risque des éléments qui lui sont liés. Il importe de se donner les moyens théoriques de suivre les différents liens qui entrent dans la composition intrinsèque du risque » (November, 2010 : 282). Nous tenterons de préciser pourquoi le cadre conceptuel actuel, définissant le risque comme croisement d'aléas et de vulnérabilités, est insuffisant et relève d'une vision moderne (au sens que les historiens donnent à ce terme) du monde. Il est intéressant de se demander si cette définition la plus consensuelle du risque ne fonctionnerait pas comme ce que Chouquer (2008) appelle un « collecteur hypertrophié ».
- 5 Il convient de réhabiliter le contexte, largement implicite, au sein duquel l'information savante ou scientifique se développe et se met en forme, quelle que soit l'époque considérée. Les explications divines des catastrophes naturelles dominent jusqu'au XVII^e siècle. Mais si les causes ou processus invoqués sont inexacts, les archives contiennent beaucoup d'informations indirectes utiles à l'interprétation des témoignages et des chiffres rapportés (contexte culturel et social, mentalités). Encore faut-il les voir et s'y arrêter sans les écarter *a priori*, au motif qu'ils ne coïncident pas avec le cadre de pensée moderne dans lequel nous baignons encore largement (comme chercheur ou comme citoyen) : leur intérêt ne réside pas toujours dans la véracité des faits ou chiffres

rapportés, mais dans la manière dont ils témoignent de la familiarité des sociétés avec leur environnement et de la manière dont celles-ci tissent et préservent ce lien. Synthétiser sous le terme « indemnisation » la diversité des procédures mises en place pour venir en aide aux sinistrés des catastrophes naturelles en France a d'indéniables vertus pédagogiques. Mais cela peut aussi être analysé comme le résultat du processus « d'épistémisation » défini par Chouquer (2008), à travers la réduction de ces procédures à leur seule dimension financière, considérée comme la plus essentielle aujourd'hui, contrairement au XVIII^e siècle.

- 6 Admettre l'ambivalence du risque et de la catastrophe, à travers sa composante positive et dynamique souvent occultée (du moins en Europe), ouvre de nouvelles perspectives pour réinterroger des notions devenues confuses du fait de leur polysémie (vulnérabilité, résilience...). Partir de l'ambivalence fondamentale du risque oblige à observer et interroger la diversité des comportements qui témoignent de la prise en compte des risques par les acteurs et la manière dont ils s'inscrivent dans l'espace et le temps. Cette ambivalence du risque et de la crise cache une utilité particulière, souvent revendiquée localement par les sinistrés eux-mêmes, encore aujourd'hui : créer du lien social à travers une gestion empirique et globale.
- 7 Le succès du concept de résilience ne contribuerait-il pas alors, paradoxalement, à retarder la prise de conscience active de ce caractère ambivalent du risque et de la crise ?

Un cadre conceptuel moderne trop étroit

Des créations modernes

- 8 Le risque est une création de l'époque moderne dans la mesure où sa définition relève d'une approche scientifique et laïcisée du monde, séparant l'Homme d'une nature devant être maîtrisée, et pouvant l'être de plus en plus grâce aux progrès techniques. De nombreux auteurs soulignent les implications liées à cette façon de penser le monde de manière binaire en séparant, et souvent en opposant l'humanité et la nature, le sauvage et le cultivé (Larrère et Larrère, 1997 ; Descola², 2005 ; Finkelkraut, 2005). Sous l'Ancien Régime en France, le risque est souvent indicible, car le fonctionnement de la société et les événements qui l'affectent sont interprétés à travers une conception fixiste de la nature et une vision chrétienne du monde qui met sans cesse en relation Dieu et l'humanité (Meschinet de Richemond et Reghezza, 2010 ; Cœur, 2003). Les suppliques adressées au roi de France après les grandes inondations méditerranéennes du XVIII^e siècle (Archives départementales des Pyrénées-Orientales) rappellent d'abord la permanence d'une structure sociale voulue par Dieu et dont le roi est le garant. L'aide financière est faible et ne justifie pas à elle seule la mobilisation de moyens humains significatifs pour évaluer et vérifier les dégâts (Meschinet de Richemond, 2003). Les catastrophes de grande ampleur, telle la peste de 1347-1348 qui tua presque un tiers de la population européenne, prennent place dans un quotidien marqué par des calamités chroniques (Favier et Granet-Abisset, 2005 et 2000 ; Granet-Abisset et Brugnot, 2002 ; Berlioz et Quenet, 2000 ; Berlioz, 1998 ; Delumeau et Lequin, 1987), qu'elles soient d'origine naturelle ou anthropique : guerres, famines (Lachiver, 1991), mortalité maternelle et infantile, épidémies, inondation, grêle, sécheresse. Les événements naturels s'insèrent dans le quotidien de communautés majoritairement rurales et sont l'objet d'une représentation collective qui les intègre au dessein de Dieu, caché aux Hommes. Les

catastrophes d'origine humaine font sens en tant que manifestations de la finitude humaine dans sa relation à l'infini divin. Les « mesures de protection et de prévention » existent, mais ne peuvent se formuler en ces termes, car cela reviendrait pour l'humanité à tenter de se saisir trop ouvertement des qualités de Dieu, seul maître de la Création et du destin humain (Meschinet de Richemond, 2011).

- 9 Pigeon s'interrogeant sur « les conditionnements scientifiques et institutionnels de la dichotomie aléa-vulnérabilité » (Pigeon, 2005 : 39) souligne le rôle de la segmentation disciplinaire entre géographie physique et géographie humaine qui marque le XX^e siècle français. Il insiste ensuite sur une dimension culturelle plus ancienne pour expliquer « la persistance de cette dichotomie entre homme et nature, envisagée comme une opposition, qui recouvre le couple aléa-vulnérabilité, et qui est institutionnalisée » (Pigeon, 2005 : 41). Il faut se « tourner vers l'histoire de la pensée scientifique occidentale pour pouvoir comprendre les racines de cette approche duale, empêchant finalement que les efforts d'intégration souhaités puissent effectivement aboutir », en s'appuyant notamment sur les travaux d'Augustin Berque (Pigeon, 2005 : 41). Les propos de Pigeon rejoignent ceux de Chouquer (2008), définissant la modernité et montrant son lien avec l'autonomisation de disciplines scientifiques séparées les unes des autres. L'identité de chaque discipline se met en place à travers des outils et des méthodes spécifiques, l'élaboration d'un corpus, l'appropriation de thèmes ou de lieux d'étude.

« Il y a modernité parce que se met en place un schéma cohérent d'espace-temps qui pose la rupture avec l'ancien régime et les lieux comme condition de son existence. Dès lors cette vision décrète le caractère anhistorique de la nature, des formes, des lieux, et les assimile à la Tradition ou les flétrit par cette marque. L'utopie, parmi d'autres figures, détache l'espace du temps, et inversement. Elle transforme, en le géométrisant, cet espace qui n'avait pas, jusqu'à l'apparition de cette forme, d'histoire. » (Chouquer, 2008, p. 54).

- 10 Le poids de ces héritages épistémologiques et culturels est d'autant plus prégnant qu'il s'articule avec des représentations mentales et des implicites forts. Le terme de risque, danger auquel l'Homme et ses activités sont exposés en certains lieux et certaines circonstances, est aujourd'hui connoté négativement. Cela n'a pas toujours été le cas : ce terme était employé à la fin du XVI^e siècle avec une connotation aussi bien positive que négative, selon le contexte. C'est au XX^e siècle que la connotation négative a pris le pas sur l'autre et s'est précisée en se distançant du mot « fortune » (« une bonne fortune ») dont la connotation dominante devint, elle, positive. Le risque naturel ou technologique, et encore plus la catastrophe, sont perçus dans les sociétés développées et par nombre de gestionnaires actuels comme globalement négatifs, même s'ils peuvent garder une dimension positive dans le vocabulaire de l'entreprise et du management. L'émergence du principe de précaution et son intégration dans la constitution française traduisent cet essor de la connotation négative du risque, et son caractère dominant aujourd'hui.
- 11 Cette émergence d'un sens unique (en l'occurrence essentiellement négatif) est liée à la modernité, à l'essor technique, philosophique et scientifique qui marque notamment le siècle des Lumières, ainsi qu'à la montée de l'individualisme. Des risques autrefois essentiellement ruraux et collectifs en Europe sont maintenant devenus plutôt urbains et individuels (Meschinet de Richemond, 2011). L'unicité de la personne prime aujourd'hui sur le groupe, les relations au sein d'un groupe ne sont plus avant tout perçues par rapport à celui-ci, mais par rapport à chaque individu qui le compose. La démarche scientifique qui s'affirme avec l'essor de la modernité développe l'idée qu'à une cause est associé un effet, dans un lien de causalité précis, si ce n'est simple et direct. Ce faisant, la

« concrétude » (Chouquer, 2008) qui devrait avoir une place dans la démarche scientifique contemporaine est « réduite » à ce principe de causalité unique, occultant d'autres réalités. Chouquer (2008 : 172) emploie ce terme de *concrétude*, en citant Augustin Berque, pour souligner l'hybridation fondamentale et irréductible, mais non déterministe, des réalités observées par l'Homme, alors que la modernité non seulement sépare et met à distance (séparation humain/naturel) ses objets d'étude pour mieux les définir (en réduisant leur complexité), mais hiérarchise les éléments entre eux selon son propre système de valeurs (l'humain, le social domine la nature, ou, au moins, compte davantage qu'elle, est plus important qu'elle).

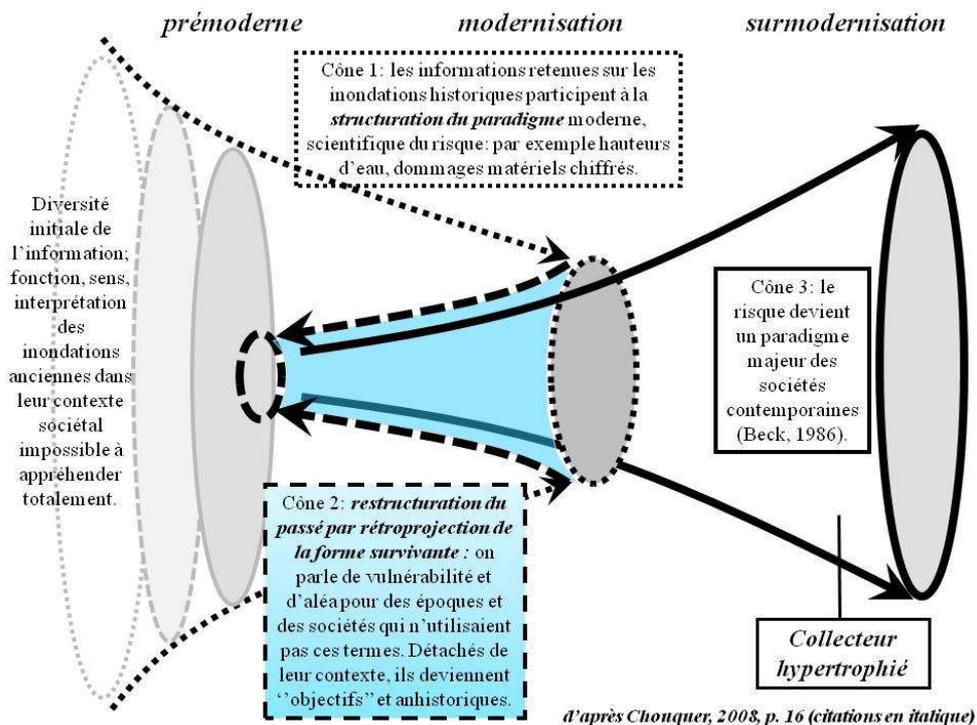
- 12 L'outil conceptuel et méthodologique que constitue l'approche géohistorique permet de reconsidérer des faits géographiques, perçus comme isolés et disparates dans une approche moderne. La multiplicité des perceptions, des représentations, des mémoires, des comportements (de Vanssay, 1999) face à un même type d'événement dommageable (inondation, avalanche, mouvement de terrain ou éruption volcanique par exemple) apparaît souvent aux observateurs comme particulièrement complexe, confuse et difficile à interpréter. La culture moderne et techniciste freine, si ce n'est empêche, l'identification de ces faits comme procédant d'une stratégie pertinente et adaptée, développée par un groupe humain en fonction de son rapport au monde, de la manière dont ce que nous appelons une « catastrophe » fait sens dans son propre système de valeurs. S'interroger sur les liens existant entre ces faits, sur leur dynamique hors d'un cadre d'analyse techniciste et moderne semble particulièrement utile. Il s'avère que certains de ces faits font sens et permettent de poser de nouvelles questions en renouvelant le regard porté sur les objets d'étude tels que les vulnérabilités, les enjeux, la gestion des risques... et la résilience.

Anachronisme et « collecteurs hypertrophiés »

- 13 Un détour par la démarche et les notions présentées par Chouquer (2008) n'est alors pas inutile. Le réexamen critique qu'il propose passe par la mise au point d'outils conceptuels originaux, et un vocabulaire parfois assez hermétique, mais justifié par le souci d'éviter l'implicite culturel véhiculé dans les mots et expressions plus communément utilisés. L'auteur définit ainsi l'épistémisation : « processus qui fait qu'une représentation sociale dite est appropriée par les hommes de science et réduite, sans changement de nom, à son socle naturel ou matériel. » L'épistémisation peut se faire par naturalisation (réduction d'un objet à ses seuls éléments « naturels » ou physiques) ou par artialisiation (réduction - par les architectes, paysagistes par exemple - de la réalité désignée à travers l'objet « paysage » à ses seules dimensions culturelles). L'épistémisation permet l'émergence de sciences autonomes (comme l'urbanisme) et participe donc de la catégorisation disciplinaire moderne, toujours à l'œuvre aujourd'hui. Elle s'appuie également sur une « géométrisation des formes et des référents, un poids grandissant de l'abstraction en lien avec un détachement toujours plus marqué entre nature et sociétés. On installe la prééminence de l'humain ou celle du naturel et la déshybridation des réalités matérielles de l'écoumène par leur réduction au seul aspect social dans les disciplines sociales, et au seul aspect naturel dans les disciplines naturalistes ».
- 14 Chouquer (2008) appuie son propos sur l'analyse de plusieurs modes d'épistémisation, dont notamment celui qu'il appelle le « processus de rétroprojection spéculaire », qui mène aux « collecteurs hypertrophiés ». Il s'agit d'un processus complexe par lequel les

chercheurs (pas toujours consciemment) creusent un écart de plus en plus grand entre les réalités passées qu'ils étudient, analysent et la « forme », « l'objet » utilisé pour en rendre compte, en parler. Ce processus passe par une sélection, une « décimation » des informations. L'auteur souligne combien les limites de cette opération de « réduction » (ses outils et protocoles inclus, qui ont permis à la Modernité de définir les sciences) ne doivent pas conduire à la rejeter, mais à l'utiliser en toute connaissance de cause et nécessitent surtout ensuite de s'interroger sur les liens qui existaient dans la réalité entre, ou au sein, des objets et qui ont été perdus dans l'opération. L'objet issu de cette première réduction épistémologique (premier cône du collecteur) est ensuite rétroprojeté (Figure 1) sur le passé (ou un passé plus lointain, d'où l'anachronisme) comme « grille explicative » ou élément représentatif, ce qui entraîne une réduction supplémentaire (second cône du collecteur). L'objet peut alors être érigé en « type » et en arriver à représenter une époque (Chouquer prend l'exemple de la centuriation romaine pour l'Antiquité...). Les vicissitudes de cet objet dans le monde scientifique ont généralement pour effet de creuser l'écart entre lui et les réalités qu'il est/était censé représenter fidèlement : en devenant un lieu-commun disciplinaire (mot-valise), il absorbe d'autres réalités autour de lui, et non seulement déforme leur sens, mais peut en arriver à stériliser la recherche sur certains thèmes. C'est alors que le troisième cône du collecteur, pour tenter de combler l'écart entre les réalités observées et l'objet exagérément réduit, réinjecte de la diversité (typologisation des fermes indigènes, des bocages...), mais une diversité construite à partir du cadre disciplinaire et non à partir des réalités elles-mêmes. Cela conduit non à l'enrichissement recherché, mais à un éparpillement de la notion sans pour autant rénover le cadre de la réflexion : l'outil devient inopérant par hypertrophie. « Ces représentations devenues méta-objets de science [...], dont l'ampleur même, accrue avec le temps, rend la définition quasi impossible et la pertinence discutable » sont appelées par Chouquer des collecteurs hypertrophiés. Ce sont par exemple le territoire national, le paysage, l'utopie, la ruralité, l'openfield, la centuriation, l'environnement, le patrimoine : « on masque sous ces appellations commodes des réalités diversifiées, voire des disparités criantes » (Chouquer, 2008 :15).

Figure 1. «Processus d'épistémisation aboutissant à la production d'un objet historique fonctionnant comme un collecteur hypertrophié» (Chouquer, 2008 : 16) : exemple du risque inondation. "« épistémisation » process that leads to the product of an historical object working as a hypertrophied collector" (Chouquer, 2008: 16) : flood risk example.



Source : Chouquer, 2008, p. 16

Risque et vulnérabilités : des « collecteurs hypertrophiés » ?

- 15 La définition actuelle du risque, des vulnérabilités ne fonctionne-t-elle pas, au moins en partie, comme ce que Chouquer appelle un collecteur hypertrophié ? En survalorisant la dimension négative du risque et des catastrophes, en focalisant l'attention sur la dimension destructrice de l'aléa et sur les dommages, la modernité définit le risque comme un objet qui se veut objectif, mais relevant en réalité d'un processus historique d'épistémisation/ réduction des faits géographiques et sociétaux (notamment par l'occultation d'une dimension sociétale positive et dynamique des risques et des catastrophes) : c'est le premier cône. Le risque, comme la vulnérabilité, peuvent ainsi être réduits à leur composante négative, la plus statique et matérielle. C'est ainsi que beaucoup de travaux francophones antérieurs aux années 2000 envisageaient la vulnérabilité comme un état stable, une caractéristique physique et intrinsèque propre aux enjeux exposés aux risques (vulnérabilité biophysique, matérielle, dépendant de l'exposition physique à l'aléa et appréhendée notamment à travers un degré de perte). Même si elle opère une réduction du réel et ne permet pas une approche globale des vulnérabilités, cette approche a permis des avancées notables, à travers le développement d'études et de plans de gestion technocentrés qui ont réduit le bilan humain des catastrophes (digues, barrages, développement des stations et réseaux de mesure, zonages réglementaires pour maîtriser le développement urbain ont contribué à réduire les pertes en vies humaines des inondations en France, par exemple). Cette approche

nourrit de nombreuses recherches particulièrement pertinentes en ce qui concerne la vulnérabilité du bâti par exemple, et a notamment été développée depuis les années 1970 à l'occasion des retours d'expérience sur les séismes, plus récemment sur les inondations et les tsunamis (Lavigne et Paris, 2006 ; Leone et al., 2007). Complétée ces dernières années par de nouvelles approches plus dynamiques des vulnérabilités (sociales et organisationnelles notamment, Leone et al., 2012), cette dimension biophysique et matérielle de la vulnérabilité reste encore aujourd'hui un axe majeur des études de risques.

- 16 Le premier cône de réduction crée un objet historique qui est ensuite rétroprojeté sur le passé, au prix d'anachronismes et de contresens. Des situations à *risque*, des *modes de gestion structurels ou non structurels* sont identifiés dans le passé en plaquant les principes et les réalités gestionnaires du XX^e siècle et du XXI^e siècle sur des situations anciennes en négligeant le fait que le contexte sociétal a beaucoup changé : c'est le deuxième cône de réduction. Ainsi, on s'interroge sur la « gestion des risques », les « jeux d'acteurs », la « gestion de crise naturelle » au XVII^e siècle, au Moyen-âge voire dans l'Antiquité sans toujours préciser la dimension anachronique de ces formulations, ni s'interroger sur les distorsions entre le vocabulaire employé aux différentes époques et celui d'aujourd'hui. Enfin, s'appuyant sur ces situations repérées dans le passé, l'objet *risque* ou *gestion des risques* devient collecteur hypertrophié par diversification : tout est risque, tout peut aujourd'hui être analysé en termes de risques, le risque est partout. C'est le troisième cône du collecteur.
- 17 L'approche géohistorique (Antoine, 2010 ; Jacob-Rousseau, 2010 et 2009) appliquée à l'étude des risques fluviaux a déjà permis de revisiter le schéma classique du risque compris comme le croisement d'aléa(s) et de vulnérabilité(s) en soulignant et développant les composantes physiques de la vulnérabilité. La révolution numérique accélère ou facilite ce déplacement des questionnements en permettant le croisement et le traitement plus rapide de données beaucoup plus nombreuses. Bravard (2004 : 405) montre combien la définition des aléas s'en trouve modifiée par la mise en évidence des interactions constantes, complexes et fines entre hydrosystème et anthroposystème (Burnouf et Leveau, 2004)... à l'encontre du schéma moderne. Mais cette approche géohistorique est encore peu généralisée à des dimensions proprement humaines des risques, telles que les comportements des acteurs, les prises de décisions, les choix des aménagements réalisés, la constitution des savoirs..., tant en ce qui concerne les aléas que les vulnérabilités. Et ce, même si plusieurs travaux (Augendre, 2011 et 2008 ; November et al., 2011) traitent de ces dimensions dans le champ des risques contemporains.

Réduction et lissage des traitements sociétaux des catastrophes

- 18 Il convient donc de réexaminer la définition du risque à la lumière des pistes proposées par Chouquer (2008) pour montrer en quoi les définitions actuelles des objets *risque*, *gestion et prévention des risques*, *vulnérabilité*, *crise et gestion de crise*, *catastrophe*, *résilience*, après avoir permis des progrès importants qu'il convient de souligner (réduction du nombre de victimes humaines en particulier) aboutissent aujourd'hui plutôt à une impasse méthodologique et nécessitent une critique et une réévaluation approfondie.

- 19 Pigeon regrettait en 2005 le peu d'intérêt des géographes, et des géographes des risques en particulier, pour les effets et les problèmes posés par le dualisme de la pensée, particulièrement exprimé à travers la dichotomie aléa-vulnérabilité pour définir le risque. Il soulignait « combien la segmentation et les problèmes qu'elle pose sont induits par l'objectivation scientifique. Il s'agit bien d'un conditionnement fondamental de nos manières de raisonner ». Les choses ont peu évolué depuis et le « traité d'archéogéographie » de Chouquer (2008) propose une démarche exigeante amenant à prendre conscience de l'imprégnation moderne de nos grilles d'analyses et manières de penser. On peut s'interroger sur la manière complexe dont les habitus³ issus de la pensée moderne peuvent s'exprimer dans les travaux sur les risques naturels, par quels processus subtils ils peuvent se mêler finement à l'expression d'une réflexion novatrice, rendant leur détection particulièrement difficile et nécessitant beaucoup de nuances. Il importe de mettre au jour, nommer et déconstruire les processus qui conduisent à renforcer des idées préconçues issues de la modernité, comme celle que les sociétés anciennes ne savaient pas, n'avaient pas les moyens (qu'ils soient techniques, intellectuels, politiques) de prendre en charge ce que nous appelons aujourd'hui les *risques naturels*. Préciser les contours de ce que nous appellerons volontiers les *lunettes modernes* et de leurs effets sur l'analyse des risques dans le passé permet de prendre du recul et d'essayer de mieux cerner les réalités, les modalités de prise en charge des *risques naturels* par ces sociétés anciennes et d'examiner sur quels éléments/systèmes de valeurs elles s'appuyaient. Nous aborderons les effets de ces héritages modernes à travers deux exemples : la figure de la fatalité dans les discours sur les risques et les catastrophes naturelles, puis la figure de « l'indemnisation » des inondations méditerranéennes.

La fatalité : un stéréotype moderne ?

- 20 Il s'agit d'interroger ici la figure de la fatalité en se demandant dans quelle mesure elle constitue un stéréotype qui rend plus difficile d'aborder les risques, crises et catastrophes comme faisant partie intégrante de l'épaisseur historique et humaine des territoires.
- 21 Les facteurs culturels et historiques, s'ils sont bien intégrés comme des éléments importants de vulnérabilité, apparaissent dans le colloque de 1994⁴ (Thouret et al., 1994 ; d'Ercole et al., 1995) comme l'avant-dernier ensemble de facteurs cité dans les communications (en fréquence d'évocation dans les bilans des tables rondes et des 41 contributions de chercheurs français et étrangers : d'Ercole et al., 1995 : 326-328). « Aux facteurs psycho-sociologiques, s'ajoutent des facteurs davantage liés à la culture et à l'histoire des sociétés exposées. C'est le cas de la transculturation imposée par les colonisations et l'adoption de modèles occidentaux (comme les types de constructions) peu conformes aux besoins de sécurité des Pays en Développement (PED). [...] C'est également la fatalité et la résignation liées aux croyances, aux religions, aux superstitions⁵ » (d'Ercole et al., 1995 : 328). Ces facteurs culturels et historiques sont abordés sous un angle particulier, celui des freins qu'ils génèrent dans la mise en œuvre d'une gestion contemporaine efficace des risques et des crises. Depuis les années 1990, des approches plus larges et diversifiées ont été menées. Pourtant, on constate dans les années 1990 comme aujourd'hui, une rhétorique de la *fatalité* des populations d'autrefois⁶ par opposition aux actions complexes aujourd'hui mises en place, notamment dans les pays industrialisés, face aux risques naturels. Ce que recouvre cette fatalité est rarement explicité et, même si les conclusions sont justifiées et emportent l'adhésion, cette *fatalité*

recouvre donc une réalité assez opaque, fonctionnant surtout comme un élément en opposition avec la situation contemporaine. Outre la citation citée plus haut, les exemples plus récents peuvent être multipliés :

« Si, autrefois, les économies locales étaient suffisamment souples pour supporter les inondations fréquentes, en raison de la fatalité des habitants, prédominante depuis le Moyen-âge et sous l'Ancien Régime, elles ont laissé progressivement la place à un besoin de sécurité. L'évolution de la notion de risque dans la société se traduit ainsi par un passage d'un risque vécu (fatalité divine et contre laquelle la protection humaine est imparfaite, voire impuissante) à un risque perçu comme quelque chose de maîtrisable (Fabiani et Theys, 1987 ; Dourlens et al., 1991) » (Scarwell, 2006 : 220).

« pour imaginer le risque et échapper à une représentation de l'aléa comme fatalité (Bernstein, 1996), il fallait une vision moderne et modernisatrice de la société : une société en mouvement qui se perçoit elle-même en mutation permanente » (Rossiaud, 2005 : 38).

- 22 Rufat (2015 : 201) critique « l'injonction à la résilience » à propos du séisme de janvier 2010 à Haïti : « L'espace public a été saturé par des images comme celle des habitants de Port-au-Prince retournant prier dans leurs églises en ruines entourées de cadavres ou la force de caractère de la fillette qui avait perdu toute sa famille et ses jambes, tandis que d'autres insistent sur la fatalité qui condamnait les Haïtiens à se résigner au chaos. C'est ainsi le discours de la résilience qui a été mobilisé, et non les analyses de Jared Diamond qui avait montré que les puissances coloniales ont entretenu depuis près de deux siècles l'isolement et la vulnérabilité de la société haïtienne (Diamond, 2006). »
- 23 Il ne s'agit pas, bien sûr, de prétendre que les attitudes fatalistes n'existent pas, mais de proposer d'autres pistes d'explication, complémentaires, et de s'interroger sur la difficulté pour les chercheurs de sortir d'une explication rhétorique qui peut empêcher de rechercher d'autres causes. Comment expliquer que ce terme de *fatalité* soit si peu défini quand on aborde le thème particulier de la gestion dite traditionnelle des risques par les sociétés anciennes ou contemporaines ? Pourquoi cette gestion *traditionnelle* est-elle peu étudiée et est-elle surtout évoquée en contrepoint de la gestion actuelle ? Il faut alors se poser quelques questions indispensables, mais qui sont inconfortables dans la mesure où elles ne correspondent pas à l'utopie d'une science neutre et objective : quelles sont les caractéristiques de cet appel rhétorique à la *fatalité* ? À quoi correspond-il et quelle est sa fonction dans un discours scientifique ?
- 24 Nous proposons ici une hypothèse : le mot *fatalité* semble fonctionner dans les citations évoquées (et sans doute à l'insu des auteurs le plus souvent, et sans que la justesse des conclusions s'en trouve affectée) comme une forme de rhétorique obligée, articulée explicitement ou non avec la *résignation* ou l'idée de passivité. Les constats d'enquête menés notamment dans le cadre de retour d'expérience post-catastrophes naturelles montrent depuis longtemps des écarts récurrents entre la réalité des réactions ou des comportements des populations impliquées dans une crise d'une part et d'autre part les « stéréotypes classiques véhiculés par les services administratifs d'une population passive et demandant à être assistée » (de Vanssay, 1999 : 270 et 273-274 ; Bourrelie et al., 2000 ; Laganier, 2006 ; Mas, 2012).
- 25 Ce mot de fatalité agit comme un signal, un activateur implicite chez le lecteur de l'idée qu'il y a là un champ d'investigation plutôt stérile, une impasse. Cette expression fonctionne comme un marqueur qualitatif plutôt disqualifiant ou dévalorisant pour ce à quoi il se rapporte (les représentations, les logiques de perception et de comportement

des populations locales, le plus souvent, difficilement intelligibles tant pour le chercheur que pour son lecteur). Cet implicite est d'autant plus dévalorisant que la fatalité est évoquée en opposition avec la gestion actuelle et dans un schéma culturel structuré autour de la notion de progrès ; la situation contemporaine illustrant nécessairement l'amélioration de la gestion par rapport aux situations antérieures. Cette rhétorique apparaît d'autant plus efficace qu'elle est rarement utilisée consciemment comme telle par les auteurs et tout aussi rarement perçue consciemment comme telle par les récepteurs/lecteurs : on est bien là dans le fonctionnement implicite d'une grille culturelle héritée, partagée et rarement interrogée ou remise en question, dans laquelle nous baignons tous encore aujourd'hui.

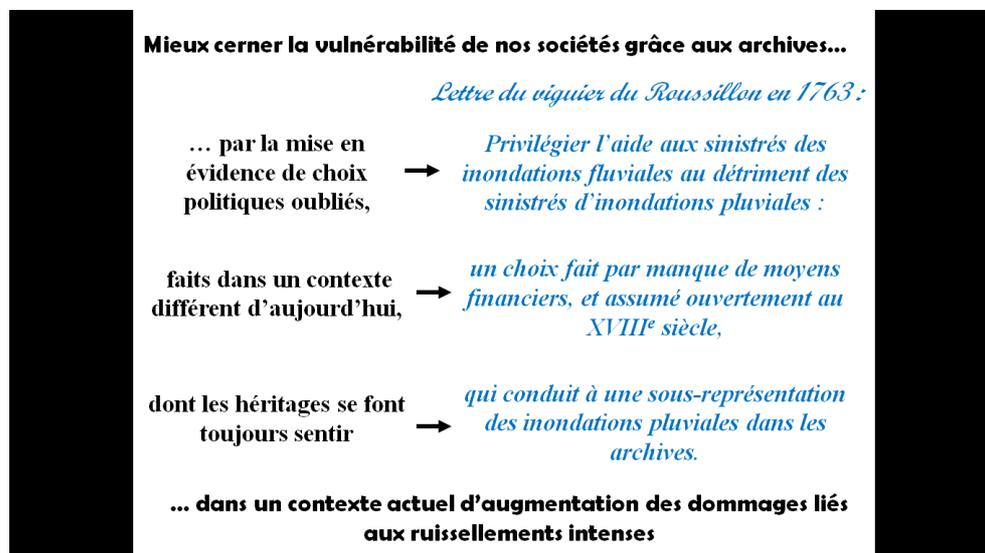
- 26 Ce fonctionnement implicite semble également lié à l'amalgame entre *fatalité* et *passivité*, et au glissement *passivité* - *incompétence* ou *incapacité*. Ces amalgames implicites se nourrissent du fait que la fatalité peut souvent être confondue avec « l'état de sidération » qui suit immédiatement une catastrophe. « Mais il ne dure que quelques heures, un jour ou deux tout au plus » (Bourrelie et al., 2000 : 60). Or, les impératifs temporels de la société dite de l'information et la manière de travailler des médias pour couvrir une catastrophe ne permettent guère d'attendre même deux jours pour qualifier l'attitude des populations touchées. Ainsi, les idées reçues perdurent, bien que « les témoignages dont on dispose permettent de réfuter fermement le stéréotype véhiculé par les médias de la "population passive" demandant à "être assistée" » (Bourrelie et al., 2000 : 60). Au contraire, les auteurs soulignent à travers l'exemple de l'inondation de Nîmes en 1988 combien la réalité est différente, mais n'est pas relayée par les médias qui renforcent le stéréotype attendu par le public. « Une étude précise réalisée par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) à Nîmes montrait que 12 % des sauvetages avaient été effectués par les services de secours. Ces sauvetages avaient été longuement diffusés par les médias (...). 88 % des sauvetages restants avaient été effectués hors caméra par des habitants, bien souvent eux-mêmes sinistrés » (Bourrelie et al., 2000 : 61).
- 27 L'emploi du terme *résignation* ou *fatalité* par les auteurs cités ne correspond pas à une volonté délibérée de disqualifier ou mettre à l'écart les comportements humains ainsi désignés. C'est bien plutôt la trace, la manifestation d'un inconscient culturel collectif largement forgé par la Modernité, dans lequel le lecteur est partie prenante pour moitié (ce qui enrichit encore la complexité du processus...): nul doute que beaucoup d'ambiguïtés seraient levées (ou alimenteraient un riche débat !) si les auteurs précisaient davantage ce qu'ils mettent sous ce terme de *fatalité*. Mais l'absence même d'explicitation peut être comprise comme le signe d'une définition perçue comme évidente et consensuelle.

L'« épistémisation » de « l'indemnisation » des inondations méditerranéennes

- 28 La vulnérabilité d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui, tant en termes quantitatif que qualitatif et spatial (Meschinet de Richemond, 2011 ; Leone et al., 2010). Nous posons comme hypothèse qu'identifier les systèmes de pensée, les référentiels culturels auxquels se rattachent tel ou tel propos, actes, volonté d'agir peut être d'un grand aide pour identifier et reconnaître comme telles des dynamiques territoriales passées aujourd'hui méconnues. Les archives sont lacunaires et il serait vain d'y chercher une justification

théorisée et rationalisée des faits géographiques structurant les territoires d'autrefois (on dirait aujourd'hui avec anachronisme « des choix d'aménagement »). Les « blancs » des archives ne sont pas seulement des éléments matériels et quantitatifs manquants (dossiers de sinistre liés aux inondations pluviales méditerranéennes en Roussillon par exemple), mais sont les témoins qualitatifs d'un système de gestion territorial complexe : aux particuliers la lutte contre les inondations pluviales et le ruissellement, à l'État la lutte contre les inondations par débordement d'un cours d'eau identifié et nommé (Meschinet de Richemond, 1997) (Figure 2). En passer par une immersion dans « l'outillage mental des hommes » du XVIII^e siècle (Allard, 2000) nous semble ainsi une étape méthodologique indispensable pour identifier ensuite dans les textes et documents anciens des termes ou formulations, des organisations du discours (voire des pratiques et des jeux d'acteurs) qui éclairent l'intégration des *catastrophes* dans la société de l'époque, la prise en compte des *risques* dans la vie quotidienne.

Figure 2. Des choix politiques aux conséquences archivistiques et géographiques pour la gestion des inondations méditerranéennes en France / Political choices have archival and geographical consequences for the management of the Mediterranean floods in France.



- 29 Une des difficultés à signaler ici réside dans le caractère multirisque⁷ et profond de cette intégration dans les pratiques quotidiennes des populations (Meschinet de Richemond et Reghezza, 2010 ; Meschinet de Richemond, 2002). Cette situation se traduit très fréquemment dans les sources anciennes par une absence de propos explicites sur le(s) risque(s) ou de propos immédiatement saisissables et intelligibles pour le chercheur du XXI^e siècle : des éléments de contexte, évidents pour l'époque, mais qui ne le sont plus du tout aujourd'hui, ne sont pas rappelés. D'où l'intérêt de passer par les documents disponibles sur les catastrophes et leur mémoire : à cette occasion, des propos peuvent être formulés qui aident, en donnant quelques clefs de lecture, à identifier ce que nous appelons aujourd'hui *le(s) risque(s)*, ou ce qui relève de sa *gestion*.
- 30 Il convient d'accepter de voir pour ce qu'elles sont les différences exprimées par les acteurs ou les sources anciennes, différences qui ont tendance à être gommées, lissées dans un cadre d'analyse moderne. L'exemple de *l'indemnisation* des inondations historiques roussillonaises (Meschinet de Richemond, 1997) est à cet égard éclairant. Les travaux de géographie historique des risques et d'histoire des catastrophes (de Broc et al.,

1992 à Antoine, 2010, en passant par les publications dirigées par Favier ou Granet-Abisset), de réflexion sur les évolutions des vulnérabilités (travaux de Rufat, 2015 et 2008 ; Augendre, 2011 et 2008 ; d'Ercole et Metzger, 2009 ; Quarantelli, 2008, 2006 et 1998 ; Reghezza, 2006 ; Pigeon, 2005 ; Mileti, 1999 et 1995 ; d'Ercole, 1994 et 1991 ; Mileti et al., 1975 ; November, 2002 ; ...), et d'autres études en sciences humaines (Chouquer, 2008 ; Descola, 2005 ; Burnouf et Leveau, 2004 ; Larrère et Larrère, 1997...) amènent à approfondir la réflexion à partir de la diversité des procédures d'aide observées (Tableau 1). Si le terme « indemnisation » est pédagogique, il a l'inconvénient d'une part de lisser sous une même appellation des procédures très différentes, mises en place dans des contextes sociétaux qui peuvent être très éloignés de celui d'aujourd'hui, et d'autre part d'implicitement supposer une unité intemporelle entre ces procédures (Meschinet de Richemond, 2003 et 2010). Le contexte actuel est celui d'une société occidentale laïque et consumériste, dominée par l'économie de marché et mettant l'accent sur les droits et libertés individuels des citoyens qui la composent. Le fait que la composante financière soit aujourd'hui dominante dans l'aide aux sinistrés est donc en cohérence avec ce contexte. La société française d'Ancien Régime, par contre, est structurée par un système moral fondé sur des valeurs de devoir, de respect et d'obéissance permettant à chacun de se conformer à son rôle particulier de membre d'une communauté chrétienne, finement hiérarchisée en différents états liés à la naissance et au lignage (noblesse, clergé, tiers état). L'accent est mis sur le groupe plus que sur l'individu, le groupe étant à la fois une communauté sociale et une communauté spirituelle. Dans un tel contexte, la dimension symbolique est beaucoup plus importante.

Tableau 1. L'évolution de « l'indemnisation financière nationale⁸ » des victimes d'inondation en Roussillon de 1740 à 2015 (France). / Evolution of "the national financial compensation" of the victims of flood in Roussillon from 1740 till 2015 (France).

	2 ^{ème} moitié du XVIII ^e siècle	Fin du XIX ^e siècle	Inondations de 1940-1942 en Roussillon	Fin XX ^e - début XXI ^e siècle (1992, 1999, 2002, 2014-2015)
Taux de l'aide financière	Inférieur à 5 % des pertes.	Entre 5 et 10 % des pertes (en moyenne).	50 % maximum des travaux de reconstruction.	Entre 75 et 95 % des pertes.
Type d'aide financière	Dégrèvements d'impôts décidés par le roi (très rarement versements en argent).	Enveloppe financière globale, à répartir entre les sinistrés (votée par le parlement, distribuée par le préfet, les maires).	Aide financière personnalisée versée en 2 à 3 fois sur justificatifs et vérification de l'avancement des travaux.	Aide financière personnalisée.
Statut de l'aide	Grâce royale	Soutien d'État aux nécessiteux	Participation financière de l'État à la reconstruction	Indemnisation des dégâts

Personnes indemnisées	Tous les sinistrés, à partir du moment où la communauté est indemnisée, mais procédure différente selon que le sinistré appartient ou non à un corps privilégié.	Les sinistrés pauvres de la commune (les sinistrés aisés ne sont pas aidés par l'État, mais peuvent s'assurer auprès d'une compagnie privée).	Tous les sinistrés sans exception, la procédure est unique, instruite par l'État.	Les sinistrés assurés auprès d'une compagnie privée bénéficient des arrêtés de « catastrophes naturelles ».
Délais moyens de versement de l'aide	Une à plusieurs années (selon les capacités financières de l'État).	Quelques mois.	De quelques mois à 16 ans (1956 : fin des travaux et versements).	Quelques mois à un an (selon la rapidité d'instruction du dossier).

Source : Séries 1C, L, M, J, W des Archives départementales des Pyrénées-Orientales

- 31 Cette dimension symbolique de l'aide aux sinistrés, et les actes qui s'y rattachent, sont de nos jours presque inexistantes ou concentrés tout entiers dans le bon déroulement de la procédure financière. Les documents conservés aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales sont éclairants à cet égard (sous-série 1C-intendance du Roussillon pour le XVIII^e siècle, archives communales et séries L, M, J pour la période révolutionnaire et le XIX^e siècle et dossiers 1102W-- , 1119W-- pour les inondations centennales de 1940 et 1942). Au XVIII^e siècle, la procédure de reconnaissance des experts roussillonnais (déplacement à Perpignan, serment entre les mains du viguier⁹ du Roussillon, utilisation des formules de « conseil au roi » dans l'établissement de l'état des dommages...) a une valeur intrinsèque symbolique majeure, bien distincte de la dimension financière. Elle permet notamment de réaffirmer la place de chacun au sein de la société, donnant ainsi à l'événement catastrophique une inscription sociétale qui peut être grave (par la reconnaissance des pertes subies), mais sans pour autant être destructrice de l'ordre établi (Meschinet de Richemond, 1997). Parler d'indemnisation au XVIII^e siècle et avant correspond donc bel et bien à un anachronisme réducteur. Même pour les inondations de 1940-42, pour lesquelles le taux de l'aide financière est nettement plus significatif qu'aux siècles précédents, le terme « d'indemnisation » s'avère trop réducteur dans la mesure où il détache cet événement de l'originalité de son contexte sociétal : l'aide aux sinistrés des inondations de 1940-1942 s'inscrit dans une conception plus large de la reconstruction consécutive à la Seconde Guerre mondiale. À l'époque, ces dégâts sont perçus par l'État comme relevant d'un cas particulier de reconstruction : le lien sociétal est ainsi implicitement fait avec les dommages de la Seconde Guerre mondiale et non avec ceux d'inondations plus anciennes. La préoccupation de l'État n'est pas de rembourser les dégâts, mais d'aider au redémarrage du pays : les propriétaires qui ont beaucoup perdu, mais n'ont pas réalisé de travaux n'ont pas droit à l'aide de l'État (Meschinet de Richemond, 1997). On peut analyser cette aide comme une réponse dynamique (« résilience » pourrait-on dire, en écho à la vulnérabilité résilience définie par Provitolo et Reghezza-Zitt, 2015) à une vulnérabilité fonctionnelle informulée et révélée par la catastrophe. Elle n'est pas avant tout une réponse à une vulnérabilité

matérielle et ne s'inscrit pas dans une approche sectorielle ou fixiste (établir un lien avec les dommages liés aux mêmes causes dans le passé).

- 32 Le tableau 1 présente donc cette diversité des procédures d'aide aux sinistrés sans la lisser sous une fausse unité que suggérerait l'usage du terme « indemnisation ». Ce faisant, il laisse une place à l'interrogation sur la dimension positive et créatrice du risque et de la catastrophe. La procédure de choix et d'installation des experts dans leur charge au XVIII^e siècle est de nature à renforcer les liens sociaux utiles à une communauté sinistrée : elle réaffirme la place de la communauté touchée aussi bien parmi les communautés voisines, à une époque où les transports sont longs et difficiles et où l'entraide est avant tout une affaire de proximité (les experts sont souvent originaires des villages voisins), que parmi la communauté plus vaste du royaume dont le roi est garant (demander une grâce au roi est une possibilité offerte à n'importe lequel de ses sujets). La reconstruction suite aux inondations de 1940-1942 est l'occasion d'une profonde transformation et modernisation agricole, certes latente auparavant, mais qui n'aurait pu s'exprimer aussi vite en l'absence de sinistre, et dont certains propriétaires ont fort bien su tirer parti¹⁰. La forme du tableau 1 sacrifie tout de même à une certaine « épistémisation » dans la mesure où il ne présente pas l'ensemble des procédures et se concentre sur leur dimension financière. Il faudrait y ajouter le volet symbolique, qui se prête plus difficilement à une présentation résumée dans des cases. La forme même du tableau synthétique conduit donc à un tri dont il convient d'être conscient et de souligner les limites ; limites que les lignes qui précèdent tentent de compenser.

Histoire et vulnérabilités : admettre l'ambivalence du risque et de la catastrophe

- 33 L'approche géohistorique des risques, crises et catastrophes permet donc de recontextualiser ces notions en soulignant combien leur définition consensuelle d'aujourd'hui relève d'une réduction et d'un lissage des réalités anciennes. Mais l'intérêt de cette approche par l'histoire et les vulnérabilités réside aussi dans le fait que ce recul critique facilite alors la mise en relation d'éléments souvent laissés de côté, mais qui font sens dans un cadre rénové laissant toute sa place à la dimension créatrice du risque et des crises. Des exemples tirés d'autres traditions culturelles se révèlent alors fort utiles pour ébaucher ce nouveau cadre, facilitant ainsi le réexamen de sources, faits et témoignages plus proches de chez nous ou conservés dans les archives. Intégrer cette dimension créatrice en interrogeant le cadre ancien est d'autant plus nécessaire que cette dimension s'exprime déjà à l'échelle locale par le biais de liens sociaux et de comportements individuels qui s'articulent plus ou moins bien avec les plans et préconisations actuels des gestionnaires.

Retisser les liens entre « opportunité » et « danger » dans la « crise » (Weiji)

- 34 La définition consensuelle du risque comme le croisement entre aléa(s) et vulnérabilité(s), correspond à celui de grandes instances internationales et notamment les Nations Unies (UNDRO, 1979). Ce croisement conceptuel est souvent interprété comme la rencontre physique en un même lieu d'un aléa et d'une vulnérabilité, ce qui conduit à un mode de

représentation graphique utilisé par les géographes et largement diffusé à l'échelle mondiale (figure 3a) parfois avec des variantes. Mais représenter le risque à la manière de la figure 3a comme une intersection conceptuelle et spatiale, présente aujourd'hui l'inconvénient majeur de ralentir la prise de conscience et la diffusion large de ce que plusieurs travaux (Hernandez, 2010 ; d'Ercole et Metzger, 2009 ; Rufat, 2008 ; Reghezza, 2006) sur les risques urbains ont montré : il existe des espaces urbains qui ont comme originalité de générer de la vulnérabilité transmissible à l'ensemble du territoire urbain auxquels ils sont fonctionnellement connectés (et pas forcément spatialement) : « la vulnérabilité d'un enjeu majeur se transmet à l'ensemble du territoire par dépendance, la vulnérabilité spatiale se transmet aux enjeux par localisation » (d'Ercole et Metzger, 2009). November (2002) évoquait déjà la différence entre « contiguïté » et « connexité » dans la territorialisation des risques. Le développement des Systèmes d'information géographique (SIG) a permis de faire de grands progrès dans la spatialisation des aléas, des enjeux et des vulnérabilités, en précisant des indicateurs comme la proximité (distance entre un enjeu et une source de danger) et la concentration (densité d'enjeux, de sources de danger). Mais ces progrès tendent en retour à focaliser la communication avec les gestionnaires ou les élus sur la vulnérabilité spatiale. La prise de conscience des vulnérabilités fonctionnelles (Reghezza, 2006) est lente et reste encore du domaine des spécialistes. La difficulté à représenter ces vulnérabilités fragmentées et dynamiques, qui peuvent mettre en relation plusieurs échelles territoriales (Reghezza-Zitt et Rufat, 2015), explique certainement en partie la lenteur de diffusion et d'appropriation de cet élargissement de la définition.

- 35 La formule à succès $Risque = aléa(s) \times vulnérabilité(s)$ correspond ainsi à une approche universaliste plutôt statique et descriptive, qui fait écho à un découpage binaire des réalités du monde : nature/Homme ; centre/périphéries ou marges ; science théorisée/expérience empirique, pragmatique ; écrit/oral ; compétence/ignorance ; raison/émotion ; esprit/corps... et s'inscrit dans le « schéma anthropologique de l'espace-temps moderne » de Chouquer (2008 : 168). Pigeon (2005 : 187) précise que le « problème posé par l'approche segmentée en géographie des risques n'est qu'une partie d'une tendance de fond, qui transcende vraisemblablement des différences culturelles ». La modernité n'est pas seule en cause. Effectivement, si Pelletier souligne que « le shintô animiste et chamaniste considère [...] l'être humain comme l'un des éléments du monde naturel » au Japon (Pelletier, 2003 : 162, cité aussi par Pigeon, 2005 : 187), il précise juste avant que cette approche non dichotomique « n'est pas inconnue du monde païen gréco-latin, mais au Japon, à la différence de celui-ci, la hiérarchie entre les dieux est beaucoup plus complexe et fluctuante. Il n'y a pas de Zeus (Dieu), souverain, omnipotent et redouté. Les jeux relationnels et potentiels (= de pouvoir) entre déités sont multiformes ». La vision hiérarchique des relations politiques et humaines s'enracine en Europe tant dans une tradition religieuse païenne que chrétienne. La culture segmentée et hiérarchique qui marque encore beaucoup la gestion des risques en France s'articule donc avec un passé bien antérieur à la Modernité, dans des relations qui n'ont rien d'une causalité simple et directe.
- 36 Mais si la formule $Risque = aléa(s) \times vulnérabilité(s)$, n'est pas exclusivement issue de la Modernité, elle n'en reste pas moins lacunaire. Elle ne traduit qu'une portion de réalité, celle jugée « centrale » dans une approche aléa- et technocentrée portée par des acteurs devenus dominants (ingénieurs et techniciens, scientifiques). Cette vision selon laquelle le risque est essentiellement négatif est qualifiée par Padioleau (2003 : 77) de « vision

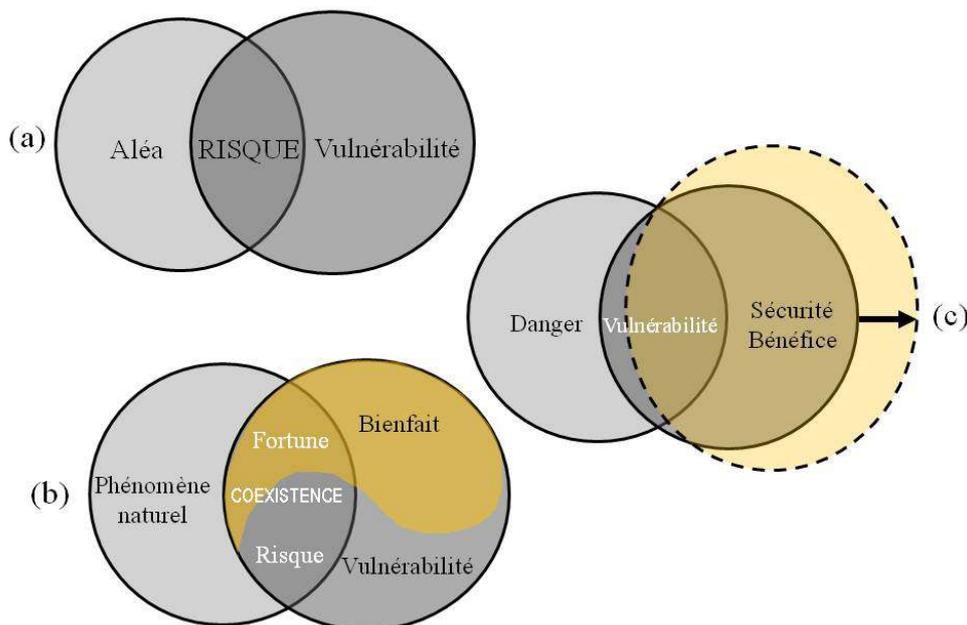
totalitaire ». Définir le risque de cette manière sous-entend qu'il serait bénéfique (sous-entendu pour le *bien commun*) de supprimer l'événement catastrophique : l'enjeu d'une bonne gestion du risque est donc d'y arriver le plus souvent possible. Pour cela, les mieux placés implicitement sont :

- la science et ses progrès techniques
- les gestionnaires du bien commun : en France c'est culturellement l'État central, mais dans d'autres pays européens (Veyret et al., 2004) cette gestion au service du collectif relève d'autres acteurs ou instances de concertation (tels que les associations « vertes » en Suisse, ou les industriels eux-mêmes aux Pays-Bas).

« Ainsi, ce que V. November nomme *dimension positive du risque* (c'est-à-dire le gain retiré par certains acteurs grâce au risque) est souvent occulté dans les analyses contemporaines, focalisées sur les dommages potentiels, la mitigation, la lutte contre le risque. [Son point de vue] trouve écho au Japon avec le concept de catastrophe subversive et créatrice (*yonaoshi*, la rectification du monde). Cette conception de la nature où la *contrepartie positive* du risque et de la catastrophe (*sagai*) est beaucoup plus explicite et assumée au Japon que dans l'imaginaire occidental contemporain. » (Augendre, 2007).

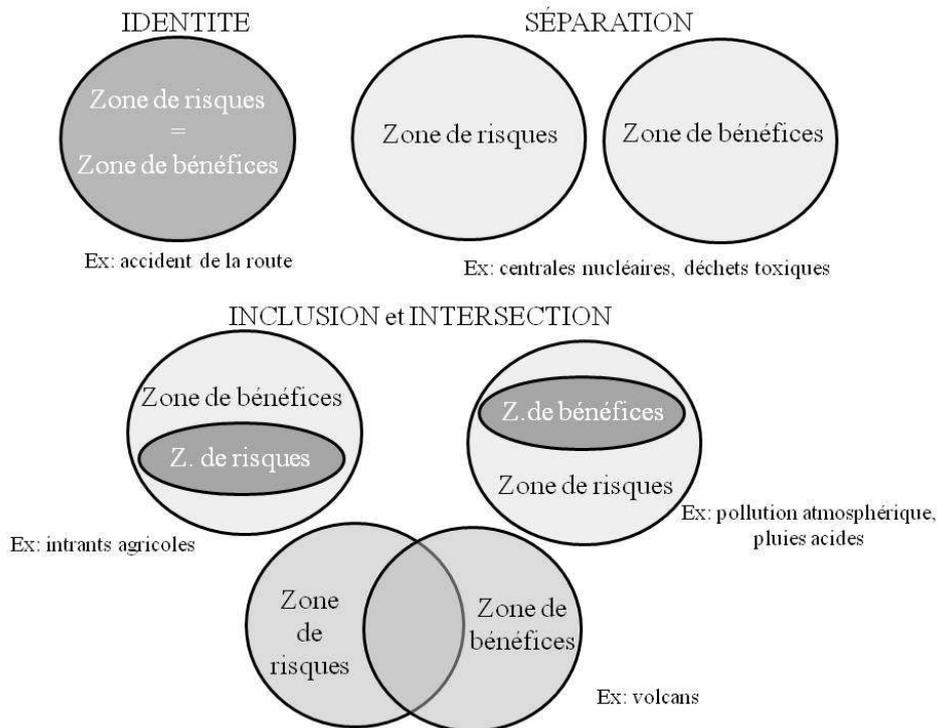
- 37 En effet, sans être ignorée, cette dimension bénéfique (Figures 3c et 4) est beaucoup plus furtivement abordée en Europe et notamment en France. Reconnaître une dimension positive et dynamique dans la prévention des risques a effectivement progressé ces dernières années, notamment à travers la mise en avant des approches coûts-bénéfices et de la notion de résilience (Reghezza-Zitt et Rufat, 2015). Pour autant, cela ne conduit pas à réduire la segmentation fondamentale opérée par la modernité entre la nature et la culture, entre le savant et son objet d'étude (Finkielkraut, 2005 ; Chouquer, 2008).

Figure 3. Les trois définitions du risque proposées par Augendre / Three definitions of risk proposed by Augendre.



Source : Augendre M., 2011, p. 189

Figure 4. Intégration de l'analyse coût-bénéfice de Ziegler dans la relation risques-territoires /
Integration of the analysis cost-profit of Ziegler in the relation risks-territories.



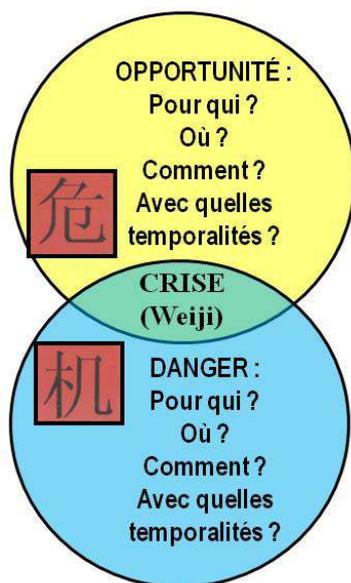
Source : Représenté par Augendre, 2011, p. 194, d'après November, 2002.

- 38 Cette difficulté à aborder le risque, la catastrophe comme un objet hybride n'est cependant pas universelle. Comme le soulignent Berque (1986), Pelletier (2003) et Augendre (2008), la « concrétude » (Chouquer, 2008) du monde est non seulement reconnue, mais pratiquée dans la vie quotidienne au Japon. Cette situation s'articule avec une vision du monde que l'on retrouve ailleurs en Asie. Ainsi, le mot « crise » en chinois (*Weiji*) se compose de deux idéogrammes combinés, qui individuellement veulent dire « opportunité » et « danger » (Figure 5). La figure 6 s'appuie sur ces deux idéogrammes en respectant visuellement l'ordre des termes : l'opportunité puis le danger. La coloration de cette zone de crise « Weiji » dépend des relations réciproques entre dimensions positives et négatives (ce qu'expriment aussi les courbures et superpositions de la figure 3b), de l'inscription mouvante et instable que peuvent revêtir ces relations dans le temps et l'espace.

Figure 5. La crise (« Weiji » en chinois) comme opportunité et danger / Crisis or disaster (« Weiji » in Chinese) as opportunity and danger.



Figure 6. L'ambivalence de la crise (Weiji) / Ambivalence of the crisis or disaster (Weiji).



39 On peut alors s'interroger sur cette dimension d'opportunité dans la crise, qui rend compte de la réalité créatrice du risque et de l'événement catastrophique (« catastrophique » étant alors à prendre dans son sens étymologique issu du théâtre grec

antique : événement brutal qui amène, révèle le dénouement qu'il soit positif ou négatif). Cette dimension d'opportunité amène à envisager qu'il n'est pas forcément souhaitable que le risque ne se réalise jamais dans la mesure où la réalisation de l'aléa viendrait combler des attentes, des manques, répondre à des espérances pour certains acteurs. L'enjeu d'une bonne gestion se déplace alors vers l'identification, l'évaluation des effets positifs et des effets négatifs pour différents scénarii, temps de retour, acteurs et territoires. L'enjeu est aussi de savoir dans quelle mesure la fraction négative ne pourrait pas être diminuée au profit de la fraction positive (Figure 3c).

- 40 November (2011 : 20) aborde ce caractère hybride des risques en introduisant la notion de *récalcitrance* : « Et s'il y avait récalcitrance précisément parce que le rôle du risque est compris seulement selon une approche gestionnaire, et que les autres dimensions du risque sont considérées comme secondaires ? Nous prenons donc cette récalcitrance comme un indice révélateur du fait que la façon de gérer les risques n'est que partielle et qu'il est nécessaire de considérer de façon symétrique ses autres dimensions ». November appuie sa démonstration sur l'exemple des risques urbains et étudie notamment le poster de l'UN/ISDR (United Nations Office for Disaster Risk Reduction) « Making cities safer... before disaster strikes » précisant bonnes et mauvaises pratiques. Parmi les préconisations, l'auteur remarque « l'injonction de séparer l'espace urbain en "zones" d'activités précises » (November, 2011 : 22) et souligne combien cette approche se fonde sur l'idée héritée du XIX^e siècle qu'éloigner les risques des enjeux est le premier outil de gestion (Barre, 2010). Une approche qui se fonde également sur une vision statique de la ville, alors que distinguer entre la ville et l'urbain est devenu nécessaire pour prendre en compte les profondes mutations des villes depuis moins d'un siècle. L'approche des risques dont témoigne le poster onusien correspond assez justement à la figure de l'Utopie de Thomas More et aux analyses de Chouquer (2008) à ce sujet. La ville sûre, telle que préconisée par ce poster, est aussi une manière de ranimer un idéal formel qui occulte trop souvent une autre « régularité » urbaine qui ne « renvoie pas à la répétition du même objet, du même dessin, se répétant sans fin à l'identique, mais davantage à la régulation des faits urbains qui consiste à ajuster, autour de quelques normes sociales, techniques, etc., une pluralité d'événements se manifestant par des contraintes instables, des compromis précaires » (Malverti et Pinon, 1997 : 7).

Une ambivalence créatrice et dynamique

- 41 La dimension créatrice du risque et de la catastrophe s'exprime, par exemple, à travers le développement ou l'animation de liens sociaux. Ces liens sociaux sont des outils de territorialisation par le biais d'une gestion empirique et globale. Le caractère hybride et ambivalent du risque et de la crise s'affirme aussi bien dans les actes que dans les perceptions et les représentations.
- 42 L'ambivalence des perceptions et des représentations dans les enquêtes de terrain sur les risques naturels est sans cesse rappelée aux Antilles comme en France métropolitaine (de Vanssay, 1999 ; Laganier, 2006 ; Mas, 2012). Les échanges au cours des rencontres Histoire-Mémoire de l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles (AFPCN) ont particulièrement montré l'attachement des acteurs locaux à cette ambivalence du risque (Meschinet de Richemond, 2010), ambivalence créatrice de lien social qui s'enracine dans le souvenir des événements passés surmontés en commun (s'ils sont assez fréquents et d'ampleur moyenne, comme dans l'exemple des séismes crétois

analysés par Poursoulis et al., 2000). M. Mas et F. Leone s'appuient sur les exemples des îles volcaniques françaises d'outre-mer pour rappeler le rôle de la mémoire collective dans cette ambivalence. « "La mémoire collective est partagée, transmise et aussi construite par le groupe ou la société moderne" (Halbwachs, 1950 : 3-56). Contribuant à façonner l'identité d'un groupe, elle est donc un enjeu social et politique crucial » (Mas et Leone, 2009 : 116). La catastrophe vécue en commun, surmontée en commun s'apparente également à un rite :

« Le rite exige une mise entre parenthèses du déroulement ordinaire de l'existence ; selon Lévi-Strauss, cet aspect de discontinuité s'oppose, mais complète le continuum du quotidien. Le rite suppose aussi une culture partagée dans le groupe qui l'effectue quoiqu'il puisse être solitairement célébré. Lors de son accomplissement collectif, officiants et assistants constituent [... un] groupe fusionnel où s'oublie momentanément les inégalités, qui contraste avec l'ordonnement hiérarchique de toute société ordinaire. » (Guidetti et al., 2004 : 30).

- 43 Cette citation est à rapprocher des contes et légendes guadeloupéens dans lesquels les cyclones sont considérés comme l'incarnation de la destruction aveugle et de la mort tandis que le volcan est présenté de manière plus ambivalente. Il est à la fois violent et destructeur, mais aussi bénéfique, car source d'un renouveau, d'une possible redistribution des cartes sociales.
- 44 Cette ambivalence du risque et de la crise est particulièrement ancrée dans le quotidien et ne concerne pas seulement les événements naturels majeurs, comme une inondation, mais aussi les calamités fréquentes. C'est bien le caractère hybride du risque, de la catastrophe qui est ainsi clairement réaffirmé dans de nombreuses cultures, à travers les interprétations religieuses ou surnaturelles des événements. Ce point commun va de pair avec le foisonnement et l'extrême diversité de détail de ces interprétations : le rapport à la catastrophe, au risque et leurs modalités d'expression peuvent constituer un élément identitaire et culturel non négligeable. David (2004) souligne combien la gestion des risques (des cyclones à la famine) peut être interprétée comme « un soubassement culturel commun à l'ensemble des sociétés [de l'Océanie insulaire] et une condition nécessaire à leur pérennité » (David, 2004 : 353). Si les interprétations surnaturelles, et les pratiques sociales associées, ne correspondent pas à une réalité physique objective, elles mettent souvent l'accent sur le caractère hybride de l'événement redouté, sur des modalités originales de territorialisation de l'espace (Di Méo, 1998 ; Bonnet, 2012) et sur une dimension (re)créatrice de liens sociaux ou familiaux. Ces interprétations jouent un rôle social majeur d'intégration de l'événement dans l'histoire de la communauté. Elles prennent en charge l'ambivalence d'un événement qui peut être extrêmement grave, complètement dramatique mais dont la gravité extrême ne remet pas en cause l'ordre de la société ou du monde. Ce rôle n'est aujourd'hui plus guère assuré dans les sociétés développées occidentales, en lien avec la croyance répandue qu'une gestion d'urgence technique ou médicale de haut niveau doit pouvoir suffire.
- 45 Cette création de lien social (Cœur et al., 2006), volet positif du risque et de la crise, s'exprime dans des pratiques de gestion empiriques et globales qui articulent finement les échelles spatio-temporelles et en particulier le temps quotidien et le temps de la crise. Les paysans catalans du XVIII^e et XIX^e siècle gèrent les excès d'eau épisodiques de l'automne méditerranéen dans un contexte plus fréquent de pénurie d'eau estivale. Cette gestion globale passait par des aménagements polyvalents de petite hydraulique agricole... Ces aménagements étaient souvent perçus par les ingénieurs comme mal

adaptés dans la mesure où ils ne permettent pas une efficacité catégorielle maximale, mais une efficacité globale, pensée à l'échelle du terroir agricole, du versant ou de la propriété (Meschinet de Richemond, 2002). Une mesure de prévention empirique et efficace des risques passe par des pratiques quotidiennes, qui entretiennent un lien social et constituent une forme d'entraînement à une communication efficace, fort utile en cas d'urgence. Le caractère particulièrement élaboré, structuré et systémique de ces pratiques empiriques de sociétés dites traditionnelles reste cependant difficilement intelligible dans un cadre techniciste, structuré par la rationalité scientifique. David (2004 : 357), à propos des sociétés océaniques insulaires d'aujourd'hui, souligne combien la dimension culturelle et symbolique peut s'avérer plus importante que les besoins matériels primaires, justifiant une gestion quotidienne très élaborée de risques chroniques : « la production de nourriture à des fins cérémonielles est si essentielle socialement et culturellement qu'elle peut localement primer sur la production strictement alimentaire ». Dès lors, ce n'est pas seulement le risque de famine auquel il faut faire face, mais un risque de pénurie alimentaire qui peut s'avérer beaucoup plus quotidien.

- 46 Des exemples de gestion contemporaine illustrent également en France l'intérêt d'ancrer la gestion du risque dans des pratiques quotidiennes tendant à renforcer le lien social et, de fait, à reconnaître le caractère hybride du risque. Martin (2010) montre bien que les échanges et les liens sociaux développés à l'occasion de la constitution de la base de données sur les mouvements de terrain à Vars sont un élément important facilitant l'appropriation des outils de gestion des risques par les acteurs locaux. Les données historiques peuvent aussi être un moyen pour susciter l'intérêt et le débat, permettant ainsi de mieux circonscrire et résoudre les conflits éventuels. Des comparaisons européennes (Gueben-Venière, 2015 ; Beucher, 2008 ; Veyret et al., 2004) mettent également en évidence le poids, trop souvent négligé ou minimisé, de ces logiques historiques d'acteurs dans la gestion nationale actuelle des risques : négliger la dimension originale et identitaire de ces comportements hérités dans la mise en place d'une gestion européenne pourrait être un important facteur d'échec pour l'avenir. Mais si les travaux montrant l'importance de ce caractère hybride, complexe du risque et de la catastrophe sont de plus en plus nombreux, il est encore très difficile d'en tirer toutes les conséquences dans les pratiques de gestion qui restent fortement marquées par une vision moderne, aléa- et techno-centrée.
- 47 Faire le lien entre temps quotidien et temps de la crise paraît un élément important pour renforcer l'efficacité de la prévention et son acceptation sociale (et donc réduire la vulnérabilité). La perception positive de la crise est liée à son usage social et à cette culture du « vivre avec » dont témoignent les bateliers de l'Ardèche (Meschinet de Richemond, 2010 ; Cœur et al., 2006) ou des gestionnaires de camping de la vallée de l'Orb (Doutres et al., 2007), dans le sud-est de la France. L'information sur les risques est souvent perçue comme trop négative car elle tend à minimiser les liens sociaux et les échanges développés lors d'un événement et à ne pas prendre en compte le savoir empirique des habitants permanents. L'inondation, en tant que crise surmontée ensemble, est également l'occasion de renforcer le lien avec son territoire, d'affirmer sa légitimité territoriale. L'oubli de cette dimension par des acteurs institutionnels peut générer des tensions, malgré les efforts réalisés pour développer des démarches plus participatives. Le sentiment de dépossession territoriale ou le sentiment de n'être pas respecté en tant qu'acteurs locaux ayant une connaissance empirique du terrain face aux

modalités de mise en œuvre des réglementations¹¹ par des acteurs institutionnels, transparaît régulièrement dans les enquêtes réalisées en Languedoc-Roussillon (Moatty, 2010 ; Mombellet, 2007).

Conclusion : la résilience, nouvel avatar de la modernité ?

- 48 Admettre ce que November et Augendre appellent la *dimension positive du risque*, admettre l'ambivalence du risque et de la crise qui émerge de nombreuses enquêtes et analyses, tant en sociologie des désastres qu'en géographie revêt donc aujourd'hui un caractère urgent face aux limites des gestions technicistes des risques et des catastrophes, toujours majoritaires. Malgré des efforts importants pour développer une gestion qui se veut globale, la mise en œuvre correspond encore trop rarement à ce souhait. La « récalcitrance » des risques urbains décrite par November (2011) correspond à une réaction des territoires face à une segmentation abusive qui conduit non seulement à « réduire » les risques à leurs dimensions négatives, mais aussi à nier leur dimension fondamentalement créatrice dans les interactions qu'ils développent avec l'espace et les sociétés. Cette occultation de la dimension créatrice des risques et des catastrophes est à rapprocher de celle du conflit, évoquée par Rode (2011).
- 49 Héritages modernes et stéréotypes rendent plus difficile la prise de conscience du fait que risques et catastrophes se tissent en permanence avec l'épaisseur humaine des territoires en un processus toujours actif de création contemporaine, en même temps que de réécriture du passé. Mais d'autres processus puissants rendent difficile d'admettre le caractère hybride des objets risques, crises et catastrophes.
- 50 Ainsi, l'essor actuel du concept de résilience peut également être interrogé en ce sens. Dans quelle mesure le succès de ce concept, souvent présenté à la fois comme nouveau et comme universel (dans un paradoxe typiquement moderne) ne contribue-t-il pas à retarder la prise de conscience active du caractère ambivalent du risque et de la crise ? Tout en voulant redonner sa place à une dimension positive des vulnérabilités, n'empêche-t-il pas une véritable intégration de la dimension positive des cindyniques en contribuant à renforcer le cadre de pensée existant fondé sur la coupure, le cloisonnement, l'hyperspécialisation plutôt qu'à le remettre en cause ?
- 51 La résilience est un concept qui a été fortement sollicité et renouvelé, comme base d'un discours positif sur le risque et la catastrophe (Reghezza-Zitt et al., 2015 ; Reghezza-Zitt et Rufat, 2015). Ce terme a pris ces dernières années un essor inattendu en s'appuyant sur, et en mettant en exergue, le caractère inédit de catastrophes récentes au retentissement et à la couverture médiatique mondiale (attentats du 11 septembre 2001 à New York, tsunami de l'océan indien du 26 décembre 2004, cyclone Katrina d'août 2005, séisme d'Haïti du 12 janvier 2010, tsunami et accident nucléaire du 11 mars 2011 au Japon...). Ce faisant, ce concept est aussi largement instrumentalisé dans le but de pérenniser des structures et acteurs de gestion dont la légitimité aurait pu être mise à mal (au point de justifier leur remplacement par d'autres) suite, par exemple, aux remises en cause post-Katrina dans la gestion de crises touchant les territoires urbains. Mais ce concept de résilience, ajouté aux concepts existants de risque, aléa, vulnérabilité donne un sentiment de nouveauté et d'évolution, et s'affiche parfois comme un paradigme radicalement nouveau, alors même qu'il ne remet guère en cause le cadre moderne de réflexion sur les

risques, contribuant ainsi à la pérennité de la hiérarchie et des rôles de grands acteurs nationaux et internationaux en charge des risques et des catastrophes.

- 52 Ajouter la résilience au cadre conceptuel actuel des risques ne suffit pas, car on reste dans un schéma moderne, privilégiant souvent des pratiques top-down notamment à l'échelle internationale. Reghezza-Zitt et Rufat (2015) soulignent combien l'évolution des concepts liés aux cindyniques « a accentué les logiques binaires », ce que Pigeon avait déjà précisé en 2005 pour les risques dits naturels. L'émergence de la notion de résilience, sortant de la sphère académique pour se développer sur la scène internationale et médiatique, ne remet pas vraiment en cause le cadre moderne de définition du risque. C'est bien dans la nécessité moderne de séparer dimension positive et négative (même au sein d'une seule notion) que s'enracine l'émergence d'un concept autonome de résilience pour évoquer la dimension positive de la vulnérabilité.
- 53 L'approche critique et la remise en perspective historique des vulnérabilités et des risques naturels se heurtent donc à des freins puissants. Le développement de politiques publiques qui se veulent plus participatives et se réclament d'une nouvelle gouvernance se heurte, dans la pratique, à des héritages culturels implicites qui biaisent ou réorientent leur réalisation, leur mise en œuvre sur le terrain. La puissance de ces freins tient à leur caractère multiforme (réduction, épistémisation, élaboration de stéréotypes) et au fait qu'ils interagissent de manière systémique à plusieurs niveaux et souvent à l'insu des acteurs eux-mêmes. Les héritages modernes s'expriment à la fois dans le domaine de la gestion des risques, au sein des structures, des réalisations, des processus de décision, des jeux d'acteurs. Plus profondément, ils imprègnent également nos manières de penser, en tant que chercheur, citoyen, sinistré potentiel : ce qui semble au premier abord « spontané » ou « évident » doit être interrogé et mis en relation avec d'autres éléments de contexte. Cette prise de recul sur nos pratiques peut permettre de s'interroger sur la manière dont des faits géographiques, pourtant observés, ne sont pas l'objet d'une attention suffisante ou ne se révèlent pas suffisamment opérant en termes de réflexion, car ils ne font pas sens, ne s'emboîtent pas facilement dans le paradigme dominant marqué par la modernité.

BIBLIOGRAPHIE

Allard, P., 2000, *Représentations et gestion du risque, l'exemple de la Camargue aux XVIII^e et XIX^e siècles*, mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), université de la Méditerranée-Aix 1, 177 p.

Antoine, J.-M., 2010, *Géohistoire des catastrophes et des risques torrentiels. Une histoire de l'environnement pyrénéen*, mémoire d'HDR de géographie, université Toulouse II - Le Mirail, 330 p.

Augendre, M., 2007, *Vivre avec le volcan, paysages et territoires du risque au Japon*, 5 p., collectif, *Contributions pour le colloque Comité National Français de Géographie « Évolution de la recherche sur le risque en géographie »*, 31 mai - 1^{er} juin 2007, université Paris X- Nanterre, pp. 3-7.

Augendre M., 2008, 火山と共に生きる – *Vivre avec le volcan, une géographie du risque volcanique au Japon*, thèse de doctorat de géographie, université de Lyon, UMR 5600 Environnement, Ville, Société, 289 p.

Augendre M., 2011, Risques et catastrophes volcaniques au Japon : enseignements pour la géographie des risques, 22 p., November V., M. Penelas et P. Viot (dir.), *Habiter les territoires à risques*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, pp. 185-206.

Barre, J., 2010, Nuisances, risques industriels et urbanisation dans la première moitié du XIX^e siècle, 14 p., Coanus T., J. Comby, F. Duchêne et E. Martinais (coord.), *Risques et territoires. Interroger et comprendre la dimension locale de quelques risques contemporains*, Éditions TEC&DOC, Lavoisier, Paris, pp. 19-32.

Beck, U., 1986, *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité*, (traduction française en 2001), Aubier, Paris, 521 p.

Berlioz, J., 1998, *Catastrophes naturelles et calamités au Moyen-Âge. L'effondrement du mont Granier et autres essais*, Società Internazionale per lo Studio del Medioevo Latino, Edizioni el Galluzzo, Micrologus Library 1, Florence, 244 p.

Berlioz, J. et G. Quenet, 2000, Les catastrophes, définitions, documentation, 29 p., Favier R., A.-M. Granet-Abisset (dir.), *Histoire et mémoire des risques naturels*, publications de la MSH-Alpes, Grenoble, pp. 19-37.

Bernstein, P.L., 1996, *Against the Gods : the remarkable story of risk*, John Wiley and Sons Ed., New York, 383 p.

Berque, A., 1986, *Le sauvage et l'artifice*, Gallimard, Paris, 314 p.

Beucher, S., 2008, *Risque d'inondation et dynamiques territoriales des espaces de renouvellement urbain : les cas de Seine-Amont et de l'est londonien*, thèse de doctorat de géographie, université Paris X – Nanterre, GECKO, 547 p.

Bonnet, J. (dir.), 2012, *Aménagement et développement territorial*, Ellipses, Paris, 362 p.

Bourrelrier, P.-H., G. Deneufbourg et B. de Vanssay, 2000, *Les catastrophes naturelles, le grand cafouillage*, éditions Osman Eyrolles Multimédia, Paris, 262 p.

Bravard, J.-P., 2004, Le risque d'inondation dans le bassin du haut Rhône : quelques concepts revisités dans une perspective géohistorique, 12 p., Burnouf J., P. Leveau (dir.), *Fleuves et marais, une histoire au croisement de la nature et de la culture*, CTHS, Paris, pp. 397-408.

Broc N., M. Brunet, S. Caucanas, B. Desailly et J.-P. Vigneau, 1992, *De l'eau et des hommes en terre catalane*, éditions Llibres del Trabucaire, Perpignan, 269 p.

Burnouf, J. et P. Leveau (dir.), 2004, *Fleuves et marais, une histoire au croisement de la nature et de la culture*, CTHS, Paris, 493 p.

Chouquer, G., 2008, *Traité d'archéogéographie, la crise des récits géohistoriques*, Errance, Paris, 199 p.

Cœur, D., 2003, *La maîtrise des inondations dans la plaine de Grenoble (XVII^e-XX^e siècle) : enjeux techniques, politiques et urbains*, thèse de doctorat d'histoire, université Pierre Mendès France, institut d'urbanisme de Grenoble, Grenoble, 345 p.

Cœur, D., B. de Vanssay, P. Huet, N. Meschinet de Richemond et J. Pétreille, 2006, *Histoire, mémoire et prévention des catastrophes naturelles*, Les publications de l'AFPCN, Paris, 256 p.

David, G., 2004, La gestion des risques comme base de la viabilité des sociétés de l'Océanie insulaire, 12 p., David G. (dir.), *Espaces tropicaux et risques. Du local au global*, Presses Universitaires d'Orléans, IRD, Orléans, pp. 353-364.

- Delumeau, J. et Y. Lequin (dir.), 1987, *Les malheurs du temps. Histoire des fléaux et des calamités en France*, Larousse, Paris, 519 p.
- Descola, P., 2005, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, Paris, 623 p.
- Diamond, J., 2006, *Collapse : how societies choose to fail or survive*, Penguin Books, Londres, 575 p.
- Di Méo, G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Nathan université, Paris, 317 p.
- Dourlens, Ch., J.-P. Galland, J. Theys et P.-A. Vidal-Naquet, 1991, *Conquête de la sécurité, gestion des risques*, L'Harmattan, Paris, 300 p.
- Doutres, N., F.-N. Robinne, J. Sauvaire, T. Spanier et C. Trosseille, 2007, *Perception du risque inondation dans les villages de la vallée de l'Orb (Cessenon-sur-Orb, Saint-Chinian, Puisserguier)*, travail collectif de master 2 Gestion des Catastrophes et des Risques Naturels (GCRN), université Paul-Valéry - Montpellier 3, 37 p.
- d'Ercole, R., 1991, *Vulnérabilité des populations face au risque volcanique. Le cas de la région du volcan Cotopaxi (Équateur)*, thèse de doctorat de géographie, université Joseph Fourier, Grenoble, 459 p.
- d'Ercole, R., 1994, Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, mode d'analyse, *Revue de Géographie Alpine*, 82, 4, pp. 87-96.
- d'Ercole, R., P. Metzger, 2009, La vulnérabilité territoriale : une nouvelle approche des risques en milieu urbain, *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne] URL : <http://www.cybergeog.eu/index22022.html>. Consulté le 5 janvier 2015.
- d'Ercole, R., J.-C. Thouret, J.-P. Asté, O. Dollfus et A. Gupta, 1995, Croissance urbaine et risques naturels : présentation introductive, 28 p., d'Ercole R., J.-C. Thouret (coord.), « *Croissance urbaine et risques naturels* », *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 72, 4, pp. 311-338.
- Fabiani J.-L. et J. Theys, 1987, *La société vulnérable*, Presses de l'École Normale Supérieure, Paris, 674 p.
- Favier R. et A.-M. Granet-Abisset (dir.), 2000, *Histoire et mémoire des risques naturels*, publications de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH)-Alpes, Grenoble, 281 p.
- Favier, R. et A.-M. Granet-Abisset (dir.), 2005, *Récits et représentations des catastrophes depuis l'Antiquité*, publications de la MSH-Alpes, Grenoble, 406 p.
- Finkelkraut, A., 2005, *Nous autres, modernes*, Ellipses, Paris, 358 p.
- Gueben-Venière, S., 2015, *Vers une gestion renouvelée du littoral nord-ouest européen : des ingénieurs néerlandais, anglais et français de plus en plus « verts » ?* thèse de doctorat en géographie, université Paris I, UMR PRODIG, 465 p.
- Granet-Abisset A.-M. et G. Brugnot, (dir.), 2002, *Avalanches et risques, regards croisés d'ingénieurs et d'historiens*, publications de la MSH-Alpes, Grenoble, 180 p.
- Guidetti, M., S. Lallemand et M.-F. Morel, 2004, *Enfances d'ailleurs, d'hier et d'aujourd'hui*, Armand Colin, Paris, 192 p.
- Halbwachs, M., 1950, *La mémoire collective*, Presses Universitaires de France (PUF), Paris.
- Hernandez, J., 2010. *ReNew Orleans ? Résilience urbaine, mobilisation civique et création d'un "capital de reconstruction" à la Nouvelle Orléans après Katrina*, thèse de doctorat de géographie, université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense, GECKO, 510 p.
- Jacob-Rousseau, N. (coord.), 2009, Géohistoire/géo-histoire : quelles méthodes pour quel récit ?, *Géocarrefour*, 84, 4, 80 p.

- Jacob-Rousseau, N. (coord.), 2010, Des archives aux paysages : milieux, dynamiques, territoires, *Géocarrefour*, 85, 1, 96 p.
- Lachiver, M., 1991, *Les années de misère. La famine au temps du Grand Roi*, Fayard, Paris, 573 p.
- Laganier, R. (dir.), 2006, *Territoires, inondations et figures du risque. La prévention au prisme de l'évaluation*, L'Harmattan, Paris, 257 p.
- Larrère, C. et R. Larrère, 1997, *Du bon usage de la nature, pour une philosophie de l'environnement*, Alto-Aubier, Paris, 355 p.
- Lavigne, F. et R. Paris (dir), 2006, *Rapport scientifique du programme Tsunarisque (2005-2006) sur le tsunami du 26 décembre 2004 en Indonésie*, Délégation interministérielle pour l'aide Post-Tsunami (DIPT), Ambassade de France en Indonésie, CNRS, Paris, 356 p.
- Leone, F. (dir.), M.-A. Baptista, B. Zourarah, K. Mehdi, F. Lavigne, N. Meschinet de Richemond, R. Omira, S. Mellas, M. Péroche, E. Lagahé, A. Heymann, M. Gherardi, D. Grancher, J.-P. Cherel, A. Sahal, J.-C. Denain, N. Meunier et D. Inani, 2012, *Évaluation des vulnérabilités territoriales et humaines face aux tsunamis au Maroc (façade atlantique et ville d'El Jadida) : données historiques, modélisation de l'aléa et des enjeux humains, critères de vulnérabilité, indicateurs de risque, aide à la gestion des évacuations*, Rapport work package 5, projet ANR-08-RISKMAT-05 MAREMOTI (MAREgraphie, observations de tsunamis, modélisation et études de vulnérabilité dans le nord-est Atlantique et la Méditerranée occidentale), UMR GRED, université Paul-Valéry – Montpellier 3 et IRD, 190 p et annexes.
- Leone, F., N. Meschinet de Richemond et F. Vinet, 2010, *Aléas naturels et gestion des risques*, PUF, Paris, 288 p.
- Leone, F., F. Vinet, J.-C. Denain et S. Bachri, 2007, Développement d'une méthodologie d'analyse spatiale des destructions consécutives au tsunami du 26 décembre 2004 (Banda Aceh, Indonésie). Premiers résultats pour l'élaboration de futurs scénarios de risque, *Géocarrefour*, 82, 1-2, pp. 77-90.
- Malverti, X. et P. Pinon, (dir.), 1997, *La ville régulière, modèles et tracés*, Picard éditeur, Paris, 215 p.
- Martin, B., 2010, Une base de données géohistorique pour gérer les risques de demain, l'exemple de Vars (Hautes-Alpes, France), 7 p., Meschinet de Richemond N. (dir.), *Quelles archives aujourd'hui pour mieux gérer les risques demain ?* coll. Géorisques, 3, Publications de l'Université Paul-Valéry – Montpellier 3, pp. 87-93.
- Mas, M., 2012, *Analyse comparative des représentations du risque volcanique en milieu insulaire, Guadeloupe, Martinique, Réunion*, thèse de doctorat de géographie, université Paul Valéry – Montpellier 3, UMR GRED, Montpellier, 457 p.
- Mas, M. et F. Leone, 2009, Représentations mentales du risque volcanique au sein de populations insulaires menacées. Le cas des îles de La Réunion et de la Guadeloupe, 23 p., Bertrand D., L. Rieutort et J.-C. Thouret (coord.), *Villes et volcans*, Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, pp. 97-119.
- Meschinet de Richemond N., 1997, *Les inondations catastrophiques sur la bordure montagneuse du Roussillon : dégâts et sinistrés*, thèse de doctorat de géographie, université Paris X-Nanterre, 431 p.
- Meschinet de Richemond, N., 2002, Les sociétés rurales catalanes face aux inondations catastrophiques (France, XVIII^e-XX^e siècles), 10 p., Fouache É. (dir.), *The mediterranean world environment and history*, Elsevier, Paris, pp. 137-146.

- Meschinet de Richemond, N., 2003, Statut et perception des catastrophes passées : vers une histoire géopolitique des risques naturels, 19 p., Moriniaux V. (coord.), *Les risques*, éditions du Temps, Nantes, pp. 138-156.
- Meschinet de Richemond, N., 2010, Mémoires et cultures locales du risque : quelques enseignements tirés des journées d'échanges du groupe Histoire-Mémoire de l'AFPCN, 6 p., Meschinet de Richemond N. (dir.), *Quelles archives aujourd'hui pour mieux gérer les risques demain ? approches géographiques et historiques*, coll. Géorisques, 3, Publications de l'Université Paul-Valéry – Montpellier 3, pp. 45-50.
- Meschinet de Richemond N., 2011, Histoire et vulnérabilité : d'une perception empirique et globale à une approche théorique et sectorielle, 8 p., Heude J., F. Guizard et C. Beck (coord.), *Hors du lit : aléas, risques et mémoires*, *Revue du Nord*, université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 16, pp. 19-26.
- Meschinet de Richemond, N. et M. Reghezza, 2010, La gestion du risque en France : contre ou avec le territoire ?, *Annales de Géographie*, 673, pp. 248-267.
- Mileti, D.S., 1995, Factors related to flood warning response, U.S.- Italy Research Workshop on the *Hydrometeorology, Impacts, and Management of Extreme Floods*, Perugia, Italy, 17 p. [En ligne] URL : <http://www.iranrivers.ir/Upload/PaperFile/46mileti.pdf>. Consulté le 5 février 2015.
- Mileti, D.S., 1999, *Disasters by Design : A Reassessment of Natural Hazards in the United States*, Joseph Henry Press, Washington D.C., 351 p.
- Mileti, D.S., T.E. Drabek et J.E. Haas, 1975, *Human Systems in Extreme Environments : A Sociological Perspective*, Institute of Behavioral Science, University of Colorado, Boulder, 165 p.
- Moatty, A., 2010, *Les écarts entre le discours des acteurs gestionnaires du risque et la réalité des faits en matière de prévention et de gestion des risques : exemple du risque de rupture de barrage de Sainte Cécile d'Andorge*, mémoire de master 1 Gestion des Catastrophes et des Risques Naturels (GCRN), université Paul-Valéry – Montpellier 3, 160 p.
- Mombellet, B., 2007, *La perception et la culture du risque inondation : l'exemple des crues historiques en basse vallée du Gardon*, mémoire de master 1 GCRN, université Paul-Valéry – Montpellier 3, 117 p.
- November, V., 2002, *Les territoires du risque : le risque comme objet géographique*, Peter Lang, Berne, 332 p.
- November, V., 2010, « Risques territorialisés » ou « territoires du risque » ? Réflexion géographique autour de la relation risque-territoire, 12 p., Coanus T., J. Comby, F. Duchêne et E. Martinais (coord.), *Risques et territoires. Interroger et comprendre la dimension locale de quelques risques contemporains*, éditions TEC&DOC, Lavoisier, Paris, pp. 275-286.
- November, V., 2011, L'empreinte des risques : éléments de compréhension de la spatialité des risques », 19 p., November V., M. Penelas et P. Viot (dir.), *Habiter les territoires à risques*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, pp. 19-37.
- November, V., M. Penelas M. et P. Viot (dir.), 2011, *Habiter les territoires à risques*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 252 p.
- Padioleau, J.-G., 2003, Inondations : la corruption du régalién, *Pouvoirs Locaux, Territoires : face aux risques*, 56, 1, pp. 76-81.
- Pelletier, P., 2003, *Le Japon sans risques ?*, 17 p., Veyret Y. (dir.), *Les risques*, Sedes, Paris, pp. 161-177.
- Peretti-Watel, P., 2001, *La société du risque*, La découverte, Paris, 124 p.

- Peretti-Watel, P., 2004, Le pouvoir local à l'épreuve de la société du risque, *Annales de la recherche urbaine*, 95, pp. 15-18.
- Pigeon, P., 2005, *Géographie critique des risques*, Économica, Paris, 217 p.
- Poursoulis, G., R. Dalongeville et B. Helly, 2000, Destruction des édifices minoïens et sismicité récurrente en Crète (Grèce), *Géomorphologie, relief, processus, environnement*, 4, pp. 253-265.
- Provitolo, D. et M. Reghezza-Zitt, 2015, Résilience et vulnérabilité, de l'opposition au continuum, 18 p., Reghezza-Zitt M. et S. Rufat (dir.), *Résilience*, Iste éditions, Londres, pp. 43-60.
- Quarantelli, E.L. (dir.), 1998, *What is a disaster ? perspectives on the question*, Routledge, Londres, 312 p.
- Quarantelli, E.L., 2006, Catastrophes are Different from Disasters : Some Implications for Crisis Planning and Managing Drawn from Katrina, 7 p. [En ligne] URL : <http://understandingkatrina.ssrc.org/Quarantelli/>, Consulté le 6 février 2015.
- Quarantelli, E.L., 2008, Conventional Beliefs and Counterintuitive Realities, *Social Research : An International Quarterly of the Social Sciences*, 75, 3, pp. 873-904.
- Reghezza, M., 2006, *Réflexions autour de la vulnérabilité métropolitaine : la métropole parisienne face au risque de crue centennale*, thèse de doctorat de géographie, université Paris X-Nanterre, GECKO, 384 p.
- Reghezza-Zitt M. et S. Rufat (dir.), 2015, *Résilience*, Iste éditions, Londres, 226 p.
- Reghezza-Zitt, M., D. Provitolo et S. Lhomme, 2015, Définir la résilience : quand le concept résiste, 22 p., Reghezza-Zitt M., S. Rufat, 2015, *Résilience*, Iste éditions, Londres, pp. 21-42.
- Rode, S., 2011, Contrôler l'usage des sols en zone inondable : la difficile territorialisation d'une politique publique nationale, 8 p., Heude J., F. Guizard et C. Beck (coord.), *Hors du lit : aléas, risques et mémoires*, *Revue du Nord*, université Charles-de-Gaulle Lille 3, 16, pp. 247-254.
- Rossiaud, J., 2005, Sociologie et risque majeur, 15 p., Lamarre D. (dir.), *Les risques climatiques*, Belin, Paris, pp. 35-49.
- Rufat, S., 2008, *Transition post-socialiste et vulnérabilité urbaine à Bucarest*, thèse de doctorat de géographie, ENS Lyon, 326 p.
- Rufat, S., 2015, Critique de la résilience pure, 24 p., M. Reghezza-Zitt et S. Rufat, *Résilience*, Iste éditions, Londres, pp. 187-210.
- Scarwell, H.-J., 2006, Les nouveaux territoires de gestion du risque, 23 p., Laganier R. (dir.), *Territoires, inondation et figures du risque*, L'Harmattan, Paris, pp. 217-239.
- Thouret J.-C., R. d'Ercole, O. Dollfus et J.-P. Asté, 1994, Croissance urbaine et risques naturels dans les montagnes des pays en voie de développement, n° spécial de la *Revue de Géographie Alpine*, 82, 4
- United Nations Disaster Relief Organisation (UNDRO), 1979, *Natural Disasters and Vulnerability Analysis*, Report of Expert Group Meeting (9-12 July 1979), Office of the United Nations Disaster Relief Coordinator, Genève, [En ligne] URL : <http://nzdl.sadl.uleth.ca/> . Consulté le 6 février 2015.
- de Vanssay, B., 1999, Une étude exemplaire, une postérité bien établie : les études de perception des risques sismiques et volcaniques aux Antilles et en Métropole, 32 p., Yacou A., *Les catastrophes naturelles aux Antilles : d'une Soufrière à l'autre*, Karthala, Paris, pp. 249-280.
- Veyret Y., G. Garry et N. Meschinet de Richemond (dir.), 2004, *Risques naturels et aménagement en Europe*, Armand Colin, Paris, 256 p.

NOTES

1. L'italique a pour but de souligner le caractère anachronique de l'expression.
2. Les travaux de Descola soulignent combien, en Europe depuis le XVI^e siècle, avec l'humanisme qui met l'Homme au cœur de l'univers et, en même temps, l'essor des sciences positives qui remettent en cause cette position centrale, naît un mouvement d'une ampleur inédite qui structure encore notre rapport au monde et notre manière d'établir des coupures entre l'humanité et le reste du monde vivant (végétaux et animaux), mais aussi entre l'humanité et les choses inanimées (eau, pierres, montagnes...). Ces coupures n'existent pas chez de nombreux peuples autochtones des Amériques ou d'Asie.
3. *Habitus*, en sociologie, désigne un comportement acquis et caractéristique d'un groupe social, qui peut devenir un élément d'identité de ce groupe. Il relève de l'implicite en ceci qu'il n'est pas interrogé, remis en question par le groupe.
4. Colloque international « croissance urbaine et risques naturels » des 2 et 3 décembre 1994 à l'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, organisé notamment par R. d'Ercole et J.-C. Thouret, dont les actes ont été publiés à la fois dans le *Bulletin de l'Association de Géographes Français* (1995-4), dans un numéro spécial de la *Revue de Géographie Alpine*, dans les *Cahiers des Sciences Humaines de l'ORSTOM* et dans *Géojournal*.
5. C'est nous qui soulignons.
6. ou des populations autochtones aujourd'hui dans les pays du Sud, ou des populations locales dans les pays du Nord.
7. Les inondations catastrophiques méditerranéennes s'inscrivent ainsi dans un quotidien marqué par les calamités récurrentes que sont les sécheresses estivales, les incendies, les risques sanitaires et d'épizooties, etc.
8. Nous mettons l'expression entre guillemets pour en souligner le caractère anachronique.
9. Représentant du roi.
10. Un parallèle est possible avec l'exemple de « catastrophe heureuse » développée par M. Augendre (2011) à partir du travail de J. Perrin réalisé en 2008 à Miyake-Jima... jalousie incluse !
11. Programmes d'Action de Prévention contre les Inondations (PAPI) mis en place en France à partir de 2002 pour aller vers une gestion plus intégrée et globale du risque ; développement et préservation de la mémoire des inondations passées par le remplacement et la pose de « macarons » de hauteur d'eau historique, normalisés en application de la loi française du 30 juillet 2003...

RÉSUMÉS

Les données historiques permettent de poser le problème de la prise en compte des risques naturels dans la gestion d'un territoire d'une manière originale. Le contexte culturel et historique de production des documents anciens portant sur les catastrophes naturelles demande à être interprété afin de préciser les évolutions qualitatives de ce qui ne s'appelle pas encore la *vulnérabilité*. Réduire la diversité historique des procédures d'aides aux sinistrés à une « indemnisation » peut être pédagogique, mais illustre un processus « d'épistémisation »

(Chouquer, 2008) : la procédure d'aide peut facilement se réduire à sa dimension financière, aspect souvent considéré comme le plus important aujourd'hui. Mais ce n'était pas le cas au XVIII^e siècle en France. Le contexte, largement implicite, au sein duquel ces aides sont mises en place doit être précisé et interprété. L'approche géohistorique des risques est non seulement intéressante en soi pour détecter stéréotypes et anachronismes, mais permet également de réinterroger les pratiques contemporaines de gestion. Prendre en compte la diversité des faits et des représentations permet alors de s'interroger sur la dimension positive et créatrice du risque et de la catastrophe. Cette ambivalence du risque et de la crise est souvent revendiquée par les sinistrés comme créatrice de lien social à travers une gestion empirique et globale. Tout en voulant redonner sa place à une dimension positive des vulnérabilités, la notion de résilience n'empêche-t-elle pas l'intégration de cette dimension créatrice en contribuant à renforcer le cadre de pensée moderne fondé sur la coupure et l'hyperspécialisation ?

Historical data allows to raise the problem of natural hazard consideration in territorial management in an original way. The cultural and historical context of the production of old documents about natural disasters must be interpreted to clarify the qualitative evolutions of what is not yet called the *vulnerability*. Reduce the historical diversity of disaster victims aids procedures to a « compensation » may be educational but illustrates an « épistémisation » process (Chouquer, 2008) : aids procedures can easily be reduced to its financial side, as it is usually the most important today. But it was not the same during the XVIIIth century in France. The historical overwhelmingly implicit context, within which these aids are organized must be specified and constructed. The geohistorical approach of risk is not only interesting in itself to detect stereotypes and anachronisms, but also allows to re-question the contemporary practices of hazard management. To make allowance for the diversity of facts and representations allows then to wonder about the positive and creative side of hazard and disaster. This ambivalence of risk and disaster is often claimed by the victims as the creator of social cohesion through an empirical and global management. While wanting to restore a positive side of the vulnerabilities, the resilience notion may prevent the integration of this creative side by contributing to strengthen the modern framework thinking established on division and high specialization ?

INDEX

Mots-clés : risque naturel, catastrophe, inondation méditerranéenne, vulnérabilité historique, indemnisation, perception, représentation

Keywords : natural hazard, disaster, Mediterranean flood, historical vulnerability, compensation, perception, representation

AUTEUR

NANCY MESCHINET DE RICHEMOND